

CENTRE
INTERNATIONAL
POUR LA
PRÉVENTION
DE LA CRIMINALITÉ

INTERNATIONAL
CENTRE
FOR THE
PREVENTION
OF CRIME

CENTRO
INTERNACIONAL
PARA LA
PREVENCIÓN
DE LA CRIMINALIDAD

RAPPORT D'ACTIVITÉS

2009



15
Ans Years Años



CIPC



ICPC

Centre international pour la prévention de la criminalité
www.crime-prevention-intl.org

Copyright CIPC 2010

Table des matières

Les faits saillants de l'année 2009 : Valérie Sagant, Directrice générale du CIPC	4
1. Centre de Connaissances	8
1.1 Présentations du Rapport international 2008	8
1.2. Préparation du Rapport international 2010.....	11
1.3. Création de l'Observatoire international de la prévention	13
1.4 Questionnaires destiné aux municipalités	15
1.5 Analyse comparée sur la sécurité quotidienne et les peuples autochtones	16
1.6 Diffusions des autres publications du CIPC et diffusions électroniques	16
2. Centre d'échanges et d'expertise.....	21
2.1. Le 15 ^e anniversaire du CIPC : Prévention de la criminalité dans le monde : Bilan, évaluation et perspectives	21
2.2 2 ^e Rencontre internationale sur les observatoires de la criminalité	27
2.3. Déjeuners causeries et Séminaires techniques.....	28
2.4. Expertise du CIPC au sein des organisations internationales intergouvernementales.....	33
2.5 Interventions du CIPC auprès des partenaires	38
3. Centre de coopération.....	44
3.1. Échanges de pratiques professionnelles	44
3.2. Missions d'analyse et d'évaluation	46
3.3 Missions d'assistance et de soutien	49
3.4 Création d'outils	51
4. Gouvernance du CIPC.....	54
4.1 Statuts et règles de fonctionnement	54
4.2 Finances et gestion.....	55
4.3 Adhésion et participation en qualité de membre.....	56
Annexe 1 : Membres du CIPC	62

Annexe 2 : Équipe du CIPC	66
Annexe 3 : Villes ayant répondu au questionnaire destiné aux municipalités	69
Annexe 4 : Revue de presse 2009.....	70
Annexe 5 : Liste des représentants ayant participé aux réunions d'experts du CIPC.....	73

Les faits saillants de l'année 2009 : Valérie Sagant, Directrice générale du CIPC

Cette année représente la quatrième année de mise en œuvre du Plan de développement stratégique du Centre et coïncide avec ma quatrième année à la tête de l'organisation sous la présidence de Madame Raymonde Dury. Alors que 2010 sera marquée par plusieurs changements dans la gouvernance du Centre, je voudrais souligner ici les faits qui me paraissent traduire le plus clairement les transformations que le Centre a connu en 2009 et qui constituent l'aboutissement des orientations stratégiques décidées fin 2005.

Tout d'abord, **le sujet de la prévention de la criminalité doit s'adapter à de nouvelles réalités** et si certains thèmes demeurent au cœur de notre réflexion, comme la sécurité des jeunes et des femmes, les conflits et désordres publics, la criminalité de rue, nous nous sommes également saisis de nouveaux enjeux. Aujourd'hui le crime organisé et son impact sur la sécurité des communautés, les méthodes de mobilisation et de coordination spécifiques qu'il faut mettre en place pour le contrer, le risque que ses activités n'attirent trop facilement les jeunes et qu'elles ne corrompent durablement les institutions apparaissent comme une priorité d'action dans toutes les régions, indépendamment du niveau de criminalité. Deuxième thème à approfondir : comment renforcer la sécurité à l'échelon local dans des pays sortant de guerres civiles ou de conflits extérieurs, des pays dont la fragilité des institutions rend impossible toute impulsion centrale, des pays où les ennemis d'hier se côtoient tous les jours ? Le CIPC trouve ici un rôle particulier à jouer auprès des organisations internationales et des gouvernements qui interviennent dans ces pays avec des outils traditionnels de renforcement des institutions centrales, quand bien des progrès peuvent être accomplis en mobilisant les ressources des communautés. Les relations entre la police et les citoyens, surtout les jeunes, sont un enjeu pour des sociétés vivant des réalités parfois aux antipodes. Que les services de police soient institutionnellement fiables et respectueux des droits humains ou gangrenés par la corruption et la violence, leurs rapports avec les citoyens sont toujours sensibles. Sans un minimum de confiance, aucune stratégie de prévention ne peut prétendre réussir à long terme ; or cette confiance se bâtit très lentement et se détruit très rapidement. Pourtant, dans tous ces domaines, des responsables locaux et nationaux, des habitants et professionnels ont réussi à construire des milieux de vie sereins, sûrs et respectueux de chacun. Ces expériences doivent être systématiquement analysées et diffusées. Nos débats lors du 15^{ème} anniversaire du CIPC ont permis d'aborder ces nouveaux thèmes.

Les **méthodes en prévention** semblent évoluer moins vite. Le « triptyque » *diagnostic - plan d'action - évaluation* demeure entièrement pertinent, mais encore trop peu appliqué systématiquement. Nos rencontres sur les observatoires de la criminalité ont montré combien les acteurs ont besoin d'outils de diagnostic, de suivi et d'évaluation.

Nous avons également souligné que l'analyse de la criminalité doit s'appuyer sur un plus grand nombre de sources d'informations et doit tenir compte des contextes dans lesquelles elles sont produites. Tous nos travaux de l'année – et de bien des années antérieures – nous ont conduit à rechercher les méthodes d'évaluation les plus pertinentes et accessibles pour la prévention.

Deuxième type de transformation du Centre : **une évolution de ses méthodes de travail et de ses productions**. À l'origine, le CIPC a joué un rôle considérable en favorisant la circulation des pratiques inspirantes et ce rôle perdure. L'année dernière, nous avons souhaité nous livrer à une analyse des tendances internationales de la prévention : quelles sont les évolutions des méthodes d'intervention en prévention dans le monde ? En 2009, notre *Rapport international sur la prévention de la criminalité et la sécurité quotidienne/ tendances et perspectives* – qui sera publié début 2010 - s'attache à cibler de nouveaux thèmes et à rendre compte des évolutions des politiques nationales et supranationales. Nous nous sommes dotés aujourd'hui d'**outils d'analyse propres au CIPC** : des grilles méthodologiques d'analyse des stratégies nationales en prévention qui permettent de passer au crible une soixantaine de pays et des questionnaires spécifiques. Le premier porte sur les outils de diagnostic et avait été lancé en 2007 et complété en 2009 ; le second est plus ambitieux encore et porte sur les politiques de prévention menées par les municipalités. Lancé à l'automne 2009, il nous a d'ores-et- déjà permis de recueillir une quarantaine de réponses en provenance de 12 pays. Enfin, en fin d'année, nous avons créé au sein du Centre un **Observatoire international de la prévention** qui vise à créer des indicateurs plus précis permettant de mesurer les évolutions de la prévention dans le monde. Ainsi, le Centre sera capable de collecter, d'analyser et de publier des données sur l'état de la prévention dans le monde sur une base régulière et selon une méthodologie pérenne. Aux cotés de ces nouveaux outils, nous poursuivrons nos analyses thématiques ciblées comme celle que nous avons menée en 2009 sur les enjeux de la prévention au sein des communautés autochtones. Pour **mieux diffuser et échanger les connaissances**, le Centre se dote d'un nouveau site internet qui sera opérationnel début 2010 et qui vise à accroître les possibilités de partager des contenus et à renforcer l'interactivité de son usage. 6 déjeuners-causeries et séminaires techniques ont été organisés cette année et 9 éditions de la lettre électronique ont été publiées.

Troisième axe d'évolution, le CIPC se dote de **nouveaux outils de soutien aux acteurs**. Les réseaux d'échanges entre praticiens avaient été initiés l'année dernière et ont porté leurs fruits ; en 2009, trois thèmes ont été étudiés entre intervenants de différents pays, les gangs de rue – bandes urbaines, la médiation et l'aide aux victimes. Des **répertoires** sont mis à disposition publiquement sur notre nouveau site internet : le premier recense les observatoires de la criminalité de 10 pays ; le second recensera les organisations spécialisées en prévention existantes dans le monde. Le Centre a également développé son **offre en évaluation et identification des besoins** : au Québec, en Colombie britannique, en Ontario, au Brésil, au Guatemala, au Chili, le CIPC apporte son expertise pour aider les décideurs à analyser leurs besoins en prévention et les moyens et étapes pour les combler. En Somalie et au Québec, nous aidons directement les autorités à bâtir leurs outils (observatoire de la criminalité,

enquête de victimisation...). Enfin, le Centre a été mandaté par les agences onusiennes pour élaborer des **outils universels de promotion de la prévention** qui portent sur l'aide à l'analyse des besoins en assistance technique, le soutien à la mise en œuvre des principes directeurs des Nations Unies et la présentation de ressources pour favoriser la participation des jeunes dans les programmes.

Quatrième et dernier axe de développement stratégique : le Centre accède progressivement à son **positionnement de centre de référence international en prévention**. La **couverture géographique** s'est considérablement accrue. Les collaborations au Rapport international ont permis d'associer des experts du Bangladesh, du Maroc, de Singapour, de Slovénie et de plusieurs pays des Balkans ; 50 pays étaient représentés parmi les 350 participants au colloque annuel ; des coopérations se sont mises en place avec de nouveaux pays comme le Guatemala, le Brésil et la Somalie ; enfin le Centre a présenté des communications dans 13 conférences dans le monde. **Le nombre d'adhérents et de contributeurs** a également connu une forte évolution depuis 4 ans qui s'est accélérée en 2009 avec 10 nouveaux membres et 29 contributeurs (contre 21 en 2008).

Ces évolutions sont le résultat d'un engagement certain des membres du Centre, d'une vision claire de ses objectifs stratégiques et du travail et du dévouement de son équipe. Ce rapport d'activités est destiné à présenter le détail de nos opérations et de nos fructueuses collaborations. Les publications et autres documents sont accessibles sur le site internet.



1. Centre de Connaissances

1. Centre de Connaissances

L'activité du CIPC dans le domaine des connaissances en 2009 a été particulièrement marquée par la diffusion de son Rapport international sur la prévention de la criminalité et la sécurité quotidienne publié en 2008 et la préparation du Rapport 2010. L'année 2009 a également permis au Centre de développer ses propres outils de recueil des données, particulièrement auprès des municipalités. Marquant une nouvelle étape dans le développement de nos outils de suivi et de comparaison des politiques et pratiques de prévention à l'échelle internationale, l'Observatoire international de la prévention a été lancé en fin d'année 2009 à l'occasion de notre 15^{ème} anniversaire. Enfin, nous nous sommes efforcés de poursuivre la diffusion de l'ensemble des publications du Centre pour répondre au besoin persistant de partage des connaissances en prévention.

- 1.1. Présentations du Rapport international 2008
- 1.2. Préparation du RI 2010
- 1.3. Création de l'Observatoire international de la prévention
- 1.4. Questionnaire aux municipalités
- 1.5. Analyse comparée sur la sécurité quotidienne et les peuples autochtones
- 1.6. Diffusion des autres publications du CIPC et diffusions électroniques

1.1 Présentations du Rapport international 2008

Publié en 2008, le premier *Rapport international sur la prévention de la criminalité et la sécurité quotidienne : tendances et perspectives*, accompagné du *Recueil de pratiques inspirantes pour encourager l'action à travers le monde* ont suscité un vif intérêt auprès de nombreux partenaires dans le monde et le CIPC a été appelé à présenter ses travaux dans des enceintes variées énumérées ci-dessous.



❖ Organisation des Etats Américains, Washington, Etats-Unis, 9 février 2009



Le Rapport international et le Recueil de pratiques ont été présentés le 9 février 2009 par Laura Capobianco du CIPC, lors d'une réunion sur la prévention de la criminalité et de la violence, organisée par l'Organisation des États Américains réunissant les Ambassadeurs siégeant au Comité sur la sécurité stratégique. La présentation était centrée sur la question de la prévention de la violence des jeunes.

❖ Paris, France, 11 février 2009

Le mercredi 11 février, le Conseil National des Villes (CNV) et la Délégation interministérielle à la Ville (DIV), en partenariat avec la Ville de Paris, ont organisé une journée d'échanges et de débats intitulée « **Prévention de la délinquance, bonnes pratiques et coopération** » qui a réuni à l'Hôtel-de-Ville de Paris un public de plus de 160 personnes, composé d'élus locaux, de représentants gouvernementaux, de chercheurs, de policiers et gendarmes, de magistrats, d'intervenants sociaux, ainsi que des représentants canadiens et québécois.

Valérie Sagant et Serges Bruneau ont débuté les échanges par une présentation générale du CIPC. Mme Sagant a présenté les principales conclusions du premier *Rapport international sur la prévention de la criminalité et la sécurité quotidienne* ainsi que la mission d'expert du CIPC auprès des Nations Unies. M. Bruneau a précisé le rôle du CIPC en soutien aux acteurs de terrain, ainsi que les initiatives de coopération mises sur pied par la CIPC, telle la création d'un réseau d'aide aux victimes avec la France, le Québec et le Chili.



De gauche à droite : Serges Bruneau (CIPC), Valérie Sagant (CIPC), Georges Sarre (Ville de Paris), Brigitte Raynaud (Secrétariat Général du Comité Interministériel des Villes, France) et Maurice Charrier (Conseil National des Villes, France)

D'autres initiatives du CIPC ont été présentées lors de cette journée, telles le programme d'échanges entre les villes de Liège, Bordeaux et Montréal qui a résulté en la rédaction du manuel « *Nuisances publiques liées aux drogues et la prostitution : Manuel pratique pour l'action locale* », ainsi que le « *Rapport diagnostique des actions de prévention menées par la Sûreté du Québec* » produit par le CIPC.

À l'issue de ces échanges, la DIV et le CNV ont chargé le CIPC d'organiser des coopérations internationales sur les thèmes du décrochage scolaire, de la résolution pacifique des conflits et de la médiation, ainsi que des relations entre la police et la population.

❖ **Ottawa, Canada, 9 mars 2009**

Le Rapport international et le Recueil de pratiques ont été présentés par Margaret Shaw lors d'une rencontre de travail organisée par Nancy Worsfold, directrice de *Prévention du Crime Ottawa*. La session était présidée par Irvin Waller, professeur de criminologie à l'Université d'Ottawa et directeur de l'Institut de prévention du crime. Environ 50 personnes, la plupart des praticiens du domaine de la santé, des services à la jeunesse, ainsi que des conseillers locaux et des officiers de police, ont assisté à la présentation.



❖ **Winnipeg, Canada, 20 mars 2009**

Laura Capobianco a présenté les travaux aux représentants de la Gendarmerie Royale du Canada, de la Ville de Winnipeg, du Ministère de la Famille et du Logement, de la Police de Winnipeg et du Centre National de Prévention du Crime. La session fut organisée par Beth Ulrich, directrice de la *Crime Prevention Unit Community Justice Branch* de Manitoba Justice.

❖ **Santiago, Chili, 24 mars 2009**

Dans le cadre d'une présentation des plus récentes publications en matière de prévention de la criminalité du CIPC et du programme de Sécurité urbaine de la Faculté de droit de l'Université Alberto Hurtado de Santiago, au Chili, le CIPC a présenté le Rapport international. Plus de 120 personnes ont assisté à cet événement, ouvert par Patricio Rosende Lynch, sous-secrétaire de l'Intérieur du Chili, en présence des autorités universitaires, des élus et des représentants des Programmes de sécurité urbaine des différentes municipalités de la région de Santiago, des représentants gouvernementaux et de nombreux médias.



❖ **Fredericton, Canada, 30 mars 2009**

Le 30 mars 2009, Margaret Shaw est intervenue au Centre Muriel McQueen Ferguson de l'Université du Nouveau-Brunswick. Environ 30 représentants d'organismes communautaires, de groupes de recherche, de corps de police, ainsi que de gouvernement local, provincial et national ont assisté à l'événement. Les principales questions portaient sur les avantages du partenariat, l'évaluation des politiques et l'implication locale de la police communautaire.

❖ Saint-Christophe-et-Nieves, 22-23 juin 2009



Le CIPC a participé à une conférence régionale de haut niveau du regroupement CARICOM, organisée par le Ministère de la Sécurité nationale de Saint-Christophe-et-Niévès. Plusieurs représentants nationaux et internationaux ont participé à la conférence, dont le Premier Ministre de la Fédération de Saint-Christophe-et-Niévès, le Ministre de la Sécurité publique de Trinidad et Tobago, des représentants de ONU-Habitat, la Banque mondiale, USAID, l'Organisation des États américains, l'UNICEF et l'Organisation mondiale de la Santé. Laura Capobianco a présenté les conclusions du Rapport international et du Recueil de pratiques sur la prévention de la criminalité, en mettant l'accent sur les conclusions se rapportant aux pays du Sud. Dans le cadre d'une session réservée aux partenaires et donateurs internationaux, Laura Capobianco a pu décrire les activités et le réseau du CIPC, ainsi que son implication dans la prévention de la criminalité dans les Caraïbes.

❖ Montréal, Canada, 28-30 octobre 2009

Lors du 5^e colloque organisé par l'Association québécoise Plaidoyer-Victimes, le CIPC a présenté les conclusions du Rapport international et du Recueil de pratiques sur la prévention de la criminalité dans le cadre de l'Atelier ***Et si les stratégies de prévention de la criminalité et d'assistance aux victimes se conjuguient ?*** Ce fut également l'occasion de discuter de la place de l'assistance aux victimes dans les stratégies nationales de prévention de la criminalité.



1.2. Préparation du Rapport international 2010

À la suite des débats tenus en assemblée générale des membres du Centre en novembre 2008 et des choix thématiques effectués par le Conseil d'administration relatifs aux orientations du deuxième Rapport international, le Centre a engagé les recherches, la conception et la rédaction du Rapport destiné à être publié en trois langues lors du 12^{ème} Congrès des Nations Unies sur la prévention du crime et la justice pénale qui se tiendra en avril 2010. Une première version des travaux a pu être soumise au Comité éditorial en milieu d'année.

❖ Réunion du Comité éditorial

Le 25 et 26 juin 2009, le CIPC a réuni à Montréal son comité éditorial dans le cadre d'une réunion de travail en préparation de la 2^e édition du *Rapport international sur la prévention de la criminalité et la sécurité quotidienne : tendances et perspectives*. Plus de 20 représentants ont participé à la réunion, en provenance de 14 pays différents : Afrique du

Sud, Allemagne, Australie, Autriche, Belgique, Brésil, Canada, États-Unis, Finlande, France, Kenya, Royaume-Uni, Suisse, Trinité-et-Tobago.

Les interventions ont souligné le rôle majeur que le CIPC joue à l'échelle internationale en tant que centre de connaissances, d'échanges et de débats sur la prévention de la criminalité. Les participants ont également rappelé la valeur et souligné la pertinence de produire régulièrement ce type de panorama international de la prévention.

❖ **Accords de partenariat avec des centres de recherche :**

Afin de disposer d'informations et d'analyses ciblées et de qualité, le Centre a fait appel comme pour le premier Rapport à différents centres de recherches universitaires afin d'approfondir notre connaissance de certaines régions et / ou thématiques. Cette politique permet également de consolider les partenariats avec des universités « amies » de longue date et d'enrichir le réseau du Centre par de nouvelles collaborations, particulièrement précieuses dans des régions du monde où le CIPC demeure encore mal implanté.

En 2009, le CIPC a pu bénéficier de l'expertise des organismes suivants (par ordre alphabétique des pays d'implantation):

- En Australie, le *National Secretary and Public Officer, Empower Justice Service, Australian Crime Prevention Council, Happy Valley*;
- Au Bangladesh, le *Department of Criminology and Political Science, Mawlana Bhashani Science and Technology University, Santosh*;
- Au Chili, l'*Universidad Alberto HURTADO*, Santiago de Chile;
- Aux États-Unis, le *Center for International Studies, Massachusetts Institute of Technology*, Massachusetts;
- En France, l'Institut du monde arabe, Paris ;
- Au Maroc, l'Université Mohammed V-Agdal, Rabat;
- À Singapour, la *Faculty of Law, National University of Singapore*;
- En Slovénie, la *Faculty of Criminal Justice and Security, University of Maribor*.

❖ **Contributions thématiques d'experts :**

Pour l'édition 2010 du Rapport, les chercheurs ou experts suivants ont apporté leur contribution sous la forme d'un texte synthétique destiné à illustrer un thème particulier en lien avec les différents sujets abordés (par ordre alphabétique des noms des chercheurs – le titre de la présentation est présenté en langue originale) :

- **Azaola, Elena**, *Centro de Investigaciones y Estudios Superiores en Antropología Social*, Présidente du Conseil d'administration de l'*Institute of Safety and Democracy (INSYDE)*, México: *La criminalidad femenina: Nuevos y viejos Retos*.

- **Butchart, Alexander**, Coordonateur, Prévention de la Violence, Organisation mondiale de la Santé: *World Health Organization efforts to address the harmful use of alcohol*.
- **Dixon, Bill**, Senior Lecturer, Centre for Criminological Research University of Keele, Royaume-Uni: *Criminalizing social policy and socializing crime prevention in post-apartheid South Africa*.
- **Homel, Peter**, Senior Analyst, Australian Institute of Criminology, Australie: *Delivering effective local crime prevention: why understanding variations in municipal governance arrangements matters*.
- **Homel, Ross & Freiberg, Kate**, Griffith University, Australie: *Pathways to prevention: a holistic model for developmental crime prevention in socially disadvantaged areas*.
- **Hudson, Barbara**, Director of the Centre for Criminology and Criminal Justice, University of Central Lancashire, Royaume-Uni: *The criminalization of migration: A view from the North*.
- **Menon-Sen, Kalyani**, Researcher, Programme JAGORI, New Delhi, Inde: *The politics of evictions and resettlement in Delhi*.
- **Morselli, Carlo**, Professeur agrégé, Université de Montréal, Canada : *Defining Organized Crime*.
- **Parent, Marc**, Assistant Directeur, Chef de service, Service de la Police de la Ville de Montréal, Montréal, Canada : *Les communautés de Pratiques*.
- **Payne, Brian**, Chercheur, Institute of Criminology and Criminal Justice, Queens University, Belfast, Irlande du Nord, Royaume-Uni: *Community Safety from the Bottom Up: Lessons from Northern Ireland*.
- **Rowe, Michael**, Associate Professor, Institute of Criminology, Victoria University of Wellington, Nouvelle Zélande : *Police Diversity Training in Britain: Lessons and Limitations*.
- **Tanner, Samuel**, Post-doctorant au Massachusetts Institute of Technology, Boston, Etats-Unis : *Enjeux et pratiques en matière de réinsertion d'ex-combattants. Illustrations d'Amérique Latine, d'Afrique et d'Afghanistan*.

La rédaction du Rapport international 2010 s'est achevée fin 2009 ; la traduction en trois langues et l'impression du Rapport seront effectuées pour un lancement à Salvador, Brésil, en avril 2010 lors 12e Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et la justice pénale.

1.3. Création de l'Observatoire international de la prévention

La création d'un observatoire international de la prévention est une évolution prévue au Plan stratégique 2006-2010 du CIPC et qui consiste à répondre au besoin croissant de recenser, analyser et comparer les conceptions et les actions de prévention dans le monde, selon des critères et indicateurs communs. Ce projet est basé sur un travail de collecte de données que le CIPC effectue depuis plusieurs années.

L'ensemble des éléments de connaissance du Centre (fiches synthétiques, rapports d'analyse comparée et recueils de pratiques, questionnaires, rapport international) constituera la base de la création de l' « Observatoire international de la prévention – OI-Prev ».

Les objectifs de l'Observatoire sont :

- d'obtenir une meilleure connaissance des pratiques en matière de prévention
- d'observer l'évolution de ces pratiques
- de mettre une information pertinente à la disposition des acteurs
- de participer au développement de la culture de l'évaluation en matière de prévention.

L'analyse des données permettra à l'Observatoire de produire trois types d'outils opérationnels :

- Une **batterie d'indicateurs de la prévention** qui vise à identifier les éléments constitutifs des stratégies de prévention tels que le nombre de pays ou de villes ayant des stratégies intégrées et ceux qui ont mis en place des dispositifs spécifiques de pilotage de ces stratégies;
- Des **répertoires d'outils opérationnels** destinés aux acteurs de terrain :
 - ✓ Un lexique de 50 termes et concepts utilisés en prévention verra le jour au printemps 2010. Traduit en 3 langues – pour commencer – il permettra de clarifier les notions au-delà des questions linguistiques.
 - ✓ Nous publierons également en 2010 le premier répertoire international des outils en prévention qui recensera les manuels, guides, trousseaux destinés aux acteurs de terrain.
 - ✓ Par la suite, nous souhaitons offrir un répertoire des formations disponibles en prévention.
- Des « **zooms thématiques** » destinés aux décideurs qui aborderont un sujet précis et leur fournira :
 - ✓ L'état des connaissances scientifiques sur le sujet.
 - ✓ Quels sont les principaux enseignements des pratiques et politiques mises en œuvre au regard des évaluations réalisées ?
 - ✓ Une synthèse du CIPC qui appréciera ces éléments au regard des enjeux de la prévention.

Ce nouvel observatoire s'inscrit dans le cadre des politiques des Nations Unies visant à développer les instruments de mesure de leurs standards internationaux et à promouvoir leur mise en œuvre effective.

1.4 Questionnaires destiné aux municipalités

Le premier questionnaire aux municipalités du CIPC a été lancé en septembre 2009 et sera renouvelé sur une base régulière. Il viendra notamment alimenter les travaux et publications de l'Observatoire international de la prévention.

La diffusion de ce questionnaire a été réalisée par l'envoi à plus de 100 associations de municipalités de 63 pays différents. Les membres du CIPC ont aussi été sollicités afin de diffuser le questionnaire auprès de leur réseau. Il a également été publié sur le site Internet du Centre. À ce jour, 37 villes (la liste des villes peut être consultée en annexe) ont répondu en provenance de 12 pays différents.

Quelques résultats préliminaires

32 des 37 villes ayant répondu disent disposer d'une stratégie en prévention ou en sécurité. Ces villes ont principalement mis l'accent sur toutes les questions concernant les **jeunes** : délinquance juvénile, gangs de rue, victimisation des jeunes. Également, les questions liées aux **drogues** et à l'**alcool** dominant. Ensuite, viennent les préoccupations de « sécurité quotidienne » comme le sentiment d'insécurité, les comportements « antisociaux », le vandalisme. Les violences conjugales font également partie des priorités des villes ayant répondu. S'agissant de leurs moyens pour agir, **24 villes** ayant mis sur pied une stratégie en prévention ou sécurité **disent disposer d'une structure spécialement dédiée à cette politique.**

Les réponses relatives aux méthodes de travail montrent que les municipalités dotées d'une stratégie ont bien intégré la nécessité de procéder à un **diagnostic des problèmes** (81%), cependant, dans 38,5% des cas, il a été réalisé pendant la mise en œuvre de la stratégie. Le **diagnostic repose encore très largement sur les statistiques policières** (85%) et est, pour la majorité (69%), réalisé par les services municipaux. De plus, 23 villes ayant répondu au questionnaire affirme que les communautés et organisations de la société civile ont été consultées sur les politiques et stratégies de prévention de la criminalité à mettre en œuvre.

Quant à l'évaluation, 22 villes sur 37 disent avoir évaluées leurs stratégies municipales en prévention. Ces évaluations concernent surtout la mise en œuvre (68%) et les impacts (64%). Elles sont très majoritairement réalisées en interne (73%) et sont publiées dans 59% des cas. Les villes qui n'ont pas procédé à l'évaluation de leur stratégie déclarent manquer de ressources financières (90%), mais aussi de temps (70%) et d'expertise (70%) pour mener à bien ces évaluations.

Enfin, le **manque de ressources** (principalement matérielles et financières à 84%, et dans une moindre mesure le manque de ressources humaines : 68%) **menace le développement des politiques et stratégies**, alors même que **35** des 37 villes répondantes déclarent **vouloir poursuivre ce développement.**

1.5 Analyse comparée sur la sécurité quotidienne et les peuples autochtones

Dans le cadre de la Conférence sur la recherche en matière de politiques autochtones (CRPA), qui s'est tenue à Ottawa, au Canada, du 9 au 12 mars 2009 (voir la section relative aux événements), le CIPC a publié un document de travail ayant pour titre « **Sécurité quotidienne et peuples autochtones : Partager les connaissances, les perspectives et l'action** ». Ce document présente d'abord une brève synthèse des tendances, développements et enjeux de la sécurité quotidienne et des peuples autochtones, regroupés autour de quatre grands thèmes : 1) urbanisation et migration, 2) zones rurales et éloignées, 3) gouvernance en matière de sécurité et 4) sécurité des femmes autochtones. Le document identifie également plusieurs exemples de projets récemment élaborés par et avec les Autochtones pour promouvoir la sécurité, et soulève des questions clés pour encourager les débats et discussions lors de l'atelier.



Dans un deuxième temps, le document de travail met en lumière quatre éléments clés pour les partenariats de sécurité avec les peuples autochtones : 1) le développement d'une approche holistique, 2) la participation, 3) le renforcement des capacités et 4) l'évaluation. Enfin, le document présente quelques exemples de projets de promotion de la sécurité récemment élaborés par et avec les Autochtones, et soulève des questions essentielles afin de stimuler les échanges et débats dans l'atelier.

1.6 Diffusions des autres publications du CIPC et diffusions électroniques

❖ Diffusion de l'Analyse comparée internationale des violences urbaines

À la suite des événements survenus dans le quartier de Montréal-Nord, au Canada, les 9 et 10 août 2008 le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM), a souhaité disposer d'une analyse comparée internationale sur les questions de violences urbaines, afin d'identifier les enseignements utiles à sa réflexion et à son action. L'étude a été confiée au CIPC, en collaboration avec le Centre international de criminologie comparée de l'Université de Montréal et a été rédigée par Jean-Paul Brodeur, Massimiliano Mulone, Frédéric Ocqueteau et Valérie Sagant.



L'analyse compare diverses situations nationales au regard des émeutes urbaines dirigées contre la police : en France (émeutes de

novembre 2005 et à Villiers-le-Bel en 2007), au Royaume-Uni (Brixton en 1981, 1985 et 1995; Broadwater Farm en 1985), aux États-Unis (Washington Mount Pleasant en 1991; Los Angeles en 1992 et Cincinnati en 2001) et enfin en Australie (Redfern en 2004). Les pays analysés ont été choisis car ils présentent des réalités socio-économiques et culturelles qui sont, toutes proportions gardées, relativement comparables au contexte québécois. Ce rapport dresse un portrait des modes d'intervention de la police, ainsi que des caractéristiques des territoires où ce type de violence éclot. Il présente également les principaux enjeux concernant la transparence des processus d'enquêtes concernant des incidents graves lors d'une intervention policière.

Le 5 février 2009, Valérie Sagant, directrice générale du CIPC et Massimiliano Mulone, accompagnés de Jean-Paul Brodeur ont présenté au Comité de direction du SPVM, en présence d'Yvan Delorme, directeur général du SPVM et de Jean-Guy Gagnon, directeur général adjoint, les différentes conclusions auxquelles est parvenue l'analyse.

Le CIPC a également adressé trois principales recommandations au SPVM : Diversifier les sources d'informations afin d'être plus en phase avec la vie de la population et de son quartier pour anticiper et prévenir les risques de violences ; Mieux définir la police communautaire et renouveler le contenu de ses missions et de son articulation avec les autres modes de police ; Prioriser les actions de tous les partenaires vers le soutien éducatif aux jeunes.

Le 2 avril 2009, le CIPC a également rendu public les conclusions de l'analyse par le biais d'un communiqué de presse diffusé à tous les médias du Québec. À la suite de la publication du communiqué, trois médias québécois ont attribué une couverture médiatique à cette analyse du CIPC: La Presse, Le Devoir et Rue Frontenac.com.

❖ Diffusion du Recueil de pratiques et des Actes du colloque annuel 2008 sur la sécurité des femmes

Le 23 février 2009, à l'occasion du déjeuner-causerie « La sécurité des femmes : une préoccupation universelle », le CIPC a présenté son Recueil de pratiques sur la sécurité des femmes et les actes de son 8^e colloque annuel, qui s'est tenu en novembre 2008 au Querétaro, Mexique, sur le même thème. Un public d'une quarantaine de personnes composé de représentants de la Ville de Montréal, d'organismes communautaires d'aide et de services aux femmes, du Service de police de la Ville de Montréal ainsi que des intervenants du Canada, de l'Inde et de l'Australie a assisté à l'évènement.



❖ *L'Observateur international de la Prévention de la Criminalité*

Notre bulletin d'information électronique est transmis à près de 2450 abonnés et publié sur notre site Internet. Cette lettre fait connaître d'une part les activités du Centre, et informe les lecteurs d'initiatives nouvelles prises dans le monde telles que le lancement de politiques publiques, la création de structures dédiées à la prévention, etc. L'Observateur présente également la liste des publications les plus récentes dans ce domaine, ainsi que le calendrier des conférences, colloques et autres manifestations relatives à la sécurité et à la prévention. Sept numéros ont été réalisés en 2009 (février, mars, avril, mai, juin, juillet et septembre) en trois langues.



❖ **Le site internet**

Le CIPC a entamé une profonde réforme de son site internet qui vise à :

Améliorer l'interactivité : à travers la création d'un annuaire international des organismes intervenant en prévention de la criminalité comprenant les noms et coordonnées des organismes s'occupant de prévention de la criminalité et de sécurité quotidienne dans le monde. Ceci permettra de créer une plateforme d'échange d'informations animée. Les membres du CIPC pourront inscrire eux-mêmes dans cette section du site, leurs coordonnées, leurs publications ainsi que toute information concernant leurs événements à venir. Cette section sera consultable par tous les utilisateurs du site et permettra une diffusion plus importante de l'information en prévention de la criminalité.



Manar Idriss (CIPC) et Massimiliano Mulone (CIPC)

Offrir des services spécifiques dont certains réservés à nos membres : tel que l'accès à la base de connaissances du CIPC qui offre une vue d'ensemble de la situation mondiale en matière de prévention de la criminalité à travers une analyse détaillée des politiques et stratégies déployées dans ce domaine par les divers paliers de gouvernement,



des pratiques et outils développés et reproduits dans différentes régions de la planète, ainsi que la possibilité d'utiliser le réseau du CIPC comme plateforme pour promouvoir leurs propres activités (publications et événements) et diffuser leurs annonces d'emploi.

Augmenter la capacité de mise à disposition et d'échanges d'informations à travers la création d'une base de données bibliographique de plus de 4000 ouvrages, l'annuaire des organismes en prévention, le bulletin électronique et la base de connaissances, les utilisateurs non seulement auront accès à plus d'informations mais également pourront directement contribuer à la croissance de la base de données et du réseau.



2. Centre d'échanges et d'expertise

2. Centre d'échanges et d'expertise

Cette année, les activités d'échanges ont été dominées par la célébration du 15^{ème} anniversaire du CIPC et la tenue de son colloque annuel faisant le bilan de la prévention dans le monde et dressant un tableau des enjeux à venir. Organisé en fin d'année à Montréal, ce colloque a connu un très vif succès en termes de fréquentation– 350 participants venus de 50 pays -, mais également de contenus – abordant des sujets aussi variés que la criminalité organisée, les droits humains ou l'intervention dans les pays post-crise, le tout sous l'angle de la prévention.

La Deuxième rencontre internationale des Observatoires de la criminalité a confirmé l'importance des outils de diagnostic et de suivi pour élaborer, mettre en œuvre et évaluer les stratégies de prévention. Bien que progressant dans plusieurs régions du monde, ceux-ci restent encore trop fragiles ou inégaux et le Centre joue un rôle essentiel de diffusion et de promotion de ces outils.

6 déjeuners-causeries et séminaires techniques ont été organisés à Montréal et le CIPC a présenté 13 communications spécialisées à la demande de partenaires. De surcroît, il a poursuivi et diversifié ses activités d'expertise auprès de nouvelles organisations intergouvernementales internationales.

2.1. Le 15^e anniversaire du CIPC

2.2. 2^e Rencontre internationale sur les observatoires de la criminalité

2.3 . Déjeuners-causerie et séminaires techniques

2.4. Expertise du CIPC au sein des organisations internationales intergouvernementales

2.5. Interventions du CIPC auprès des partenaires

2.1. Le 15^e anniversaire du CIPC : Prévention de la criminalité dans le monde : Bilan, évaluation et perspectives



Le colloque 2009 du CIPC a été l'occasion de souligner le 15^{ième} anniversaire du CIPC avec plus de 300 participants en provenance de 50 pays différents. Cet évènement s'est déroulé à Montréal, du 7 au 9 décembre et avait pour thème l'évolution internationale des politiques et pratiques en prévention de la criminalité depuis les 15 dernières années. Les nouvelles tendances en prévention, l'action à l'échelle locale, la médiation, la mobilisation des acteurs locaux, l'évaluation, le partenariat public-privé, les droits humains, l'urbanisation et les missions de paix figurent parmi les thèmes qui ont été abordés lors de ce 15^{ième} anniversaire.

En réponse au questionnaire d'évaluation, 92%¹ des participants interrogés ont dit avoir augmenté leurs connaissances des défis et des problèmes reliés à la prévention de la criminalité et la sécurité. De plus, 90% ont affirmé que l'information livrée serait utile dans leur milieu de travail.

Le colloque a permis de formuler des recommandations précises en fonction des thèmes abordés dans les différentes sessions et ateliers.

RECOMMANDATIONS

Atelier 1

Concernant **l'action locale et de la mobilisation de la communauté**, les participants ont tous souligné l'importance de la participation des jeunes dans les programmes culturels, de loisir ou de développement social, afin d'accroître leur engagement dans la communauté (entendue au sens de « lieu de vie »). Les principaux obstacles à la mobilisation communautaire identifiés concernent le déficit de confiance dans les institutions et le manque d'interactions entre habitants et autorités locales. Il a été recommandé de rechercher à améliorer le sentiment de sécurité et d'appartenance collective par l'engagement des autorités de police et de justice dans des partenariats locaux sur les modes d'exercice de la police.

Atelier 2

Quant à la **médiation sociale**, les intervenants étaient d'avis qu'il y a un grand besoin de reconnaître la médiation sociale comme partie intégrante des stratégies de prévention de la criminalité. À ce jour, les programmes de médiation sociale ne sont pas assez reconnus par les autorités. Les intervenants ont également suggéré de renforcer la formation, l'encadrement et le développement de l'éthique de la pratique. Pour ce faire, la professionnalisation de la médiation serait une des avenues à explorer. Enfin, il est proposé de documenter les expériences, de développer des échanges à l'échelle internationale et d'élaborer des outils d'évaluation et des indicateurs de reconstruction du lien social pour mesurer les effets et les impacts des interventions de la médiation sociale.

Atelier 3

Concernant les **outils en prévention de la criminalité**, les intervenants ont exprimé le souhait de mieux connaître les outils qui sont actuellement disponibles afin d'améliorer la sécurité des villes. L'accent a été mis sur la nécessité de partager le leadership entre les différents acteurs des villes et d'arrêter la centralisation afin d'atteindre un niveau d'efficacité plus élevé en renforçant les pouvoirs des échelons décentralisés.

Atelier 4

L'atelier consacré à l'**évaluation** a attiré un grand nombre de participants, tant sa mise en œuvre en prévention apparaît encore insuffisante ; les participants ont rappelé qu'il était nécessaire de conduire plus d'évaluations des pratiques et politiques de prévention.

¹ Échantillon constitué de 100 participants, ayant volontairement accepté de répondre au questionnaire d'évaluation de l'évènement.

Cependant, l'accent a également été mis sur le besoin de diversifier les méthodes et approches et de s'adapter aux contraintes financières.

Atelier 5

Dans le cadre de l'atelier consacré au **partenariat public-privé**, les intervenants se sont interrogés sur les conditions de réussites d'un tel partenariat. En prenant l'exemple de trois projets distincts, se déroulant dans trois pays différents, il a été possible d'identifier les conditions « gagnantes » : la sensibilisation des entreprises à intégrer un aspect prévention/sécurité à leur stratégie, la formation des acteurs locaux pour être en mesure d'établir des partenariats, l'assurance, pour les entreprises, d'obtenir des résultats tangibles et l'initiation du personnel aux notions de prévention et de sécurité ont été particulièrement relevées.

Atelier 6

Les échanges consacrés à **l'urbanisation et la criminalité** ont souligné les problèmes de la ségrégation et de la confiance de la population envers les corps policiers. Il a donc été proposé de prendre en considération, lors de l'élaboration de toutes politiques ou stratégies, les plans de développement urbain, tout en impliquant plusieurs partenaires, provenant de différents milieux (ex. police, organismes communautaires, milieux institutionnels, etc.) afin de mettre en valeur les actions préventives innovantes de chacun d'entre eux. Pour ce faire, plusieurs ressources doivent être mises à disposition, car les programmes de prévention à eux seuls ne peuvent suffire à la tâche.

Atelier 7

Les **missions de paix** et les organisations qui les mènent doivent être davantage sensibles au contexte social, économique et politique au sein desquels elles interviennent. Elles doivent également inspirer la confiance aux citoyens. Les intervenants plaident aussi pour une meilleure coordination des ressources déployées lors des missions de paix. Enfin, il a été recommandé d'agir dans une perspective inclusive, en prenant soin d'engager les jeunes dans les prises de décision, spécialement dans les sociétés post-conflits.

Atelier 8

S'agissant des **nouveaux acteurs en prévention**, les participants ont souligné l'importance de développer les partenariats de façon continue, en s'adaptant aux nouvelles formes de criminalité et aux nouveaux besoins d'interventions en réponse. En outre, l'accent était mis sur la nécessité de travailler plus étroitement et systématiquement avec les chercheurs, les citoyens, les avocats et défenseurs des droits humains et les sociétés civiles.

Atelier 9

Du côté des **nouvelles pratiques**, il est souligné que les politiques en prévention doivent se baser sur des données empiriques, avoir une orientation multidisciplinaire, bénéficier du soutien de divers secteurs et pouvoir effectuer une évaluation rigoureuse des résultats. Les débats ont mis l'accent sur le besoin d'une profonde réforme des lois nationales afin de développer une alternative globale à l'incarcération qui entraîne non seulement une surpopulation carcérale chronique, mais aussi de nombreux dommages sociaux. De plus, il apparaît nécessaire de mieux adapter les politiques publiques aux situations nouvelles, telles que les violences spécifiques qui se déroulent dans les zones frontalières ou la

reconstruction des forces de police et leur intégration d'objectifs préventifs dans les pays sortant de crise et ayant connu des polices peu démocratiques.

Atelier 10

Dans le domaine des **droits humains**, le rôle essentiel joué par les normes et standards internationaux a été rappelé. Ils offrent un cadre de référence protecteur pour les populations les plus vulnérables et marginalisées. Cependant, la protection des droits humains et des populations socialement exclues s'avère difficile à accomplir dans un certain nombre de pays en raison du manque de volonté politique. C'est pourquoi, il est nécessaire d'interpeller plus les décideurs politiques et de mobiliser les ressources adéquates. Il est recommandé d'inclure la prévention de la criminalité au sein des politiques des droits humains dans la mesure où il s'agit d'une politique visant à protéger et renforcer les capacités des communautés (lieux de vie, sociétés civiles).

Atelier 11

Stephen Leafloor est le fondateur de *BluePrintforLife [Projet pour la vie]*, destiné à mobiliser les jeunes Autochtones en utilisant le hip-hop comme un moyen de médiation et de renforcement des capacités (*empowerment*). Ce groupe utilise des éléments de la culture traditionnelle (danse, chant guttural, sport) imprégnés de hip-hop pour apprendre aux jeunes Autochtones à construire un leadership et à travailler en équipe, à maîtriser les énergies négatives, à s'engager dans le changement social, à construire des relations respectueuses et confiantes et à apprécier leur héritage culturel. Cette initiative innovante s'inscrit dans le long terme ; les jeunes participants sont amenés à communiquer à leurs aînés leurs compétences et leurs savoirs, permettant un dialogue transgénérationnel dans l'ensemble des communautés. Ces initiatives de petite taille se sont avérées très bien adaptées et efficaces au sein des communautés autochtones.

Atelier « Outils en Amérique latine »

Organisée afin de répondre plus spécifiquement aux besoins des acteurs latino-américains de disposer d'outils et de matériel de référence qui les guident dans la mise en œuvre des stratégies de prévention, cet atelier a permis de présenter en détail différents outils pratiques : la trousse « *La clave para municipalidades más seguras en América Latina* », préparée par Esteban Benavides, la mise en œuvre de plans municipaux de prévention au Chili, par M.Jorge Araya, Directeur de la Division de sécurité publique du Ministère de l'intérieur du Chili, un diagnostic de besoins en matière de prévention de la criminalité au Mexique, par Verónica Martínez Solares, Fondatrice de l'organisation CLAVE, le développement d'un outil de diagnostic des vulnérabilités liés à la présence du crime organisé en Colombie et au Nicaragua, par Elkin Velázquez, Coordinateur du Programme Villes plus sûres d'ONU-Habitat. Le rapport de cette séance a été assuré par Ana Maria Diaz, spécialiste en sécurité publique de l'Organisation des états américains (OEA).

Conclusions

En conclusion, Valérie Sagant a souligné que de nouveaux thèmes devaient être explorés dans une perspective préventive et partenariale pour répondre aux évolutions de la criminalité et aux attentes des citoyens. Le **crime organisé** constitue aujourd'hui un enjeu majeur non seulement au niveau transnational et économique mondial, mais également très

localement, dans les différentes communautés où il s'enracine, recrute ou déverse ses produits illicites. Le crime organisé renforce et alimente également la corruption des autorités publiques, ce qui, nous le savons, provoque une grande méfiance des citoyens à l'égard de leurs institutions. Ce manque de confiance représente un obstacle quasi-insurmontable pour prévenir et combattre la criminalité et nourrit le sentiment d'insécurité en général. C'est un des thèmes examinés au *Rapport international sur la prévention de la criminalité et la sécurité quotidienne : tendances et perspectives* que le CIPC publiera en 2010.

Deuxième thème essentiel : **la situation dans les États fragiles et les pays sortant de conflits internationaux ou civils**. Dans ces situations, l'attention est souvent prioritairement portée à la (re)construction des institutions, au maintien de l'ordre et au renforcement des capacités nationales et centrales. Sans nier qu'il s'agisse de nécessités, il nous paraît aujourd'hui essentiel de mieux prendre en compte les situations locales et les capacités des acteurs locaux à agir sur leur cadre de vie et leur sécurité quotidienne. Les outils éprouvés depuis plusieurs décennies du partenariat et de la co-production de sécurité dans les quartiers ont montré leur possible adaptation à des situations de crise et de haut niveau de criminalité. Ils permettent d'engager rapidement et concrètement des actions de prévention et de réduction de la violence qui constituent le socle de tout autre développement.

Enfin, troisième thème qui semble conserver toute son actualité : **la qualité des relations entre police et population** a été identifiée comme une condition majeure de la mise en œuvre des stratégies de prévention et de sécurité quotidienne. Cette condition paraît universelle bien que s'appliquant à des contextes extrêmement différents allant de situations où certains services de police sont gravement et majoritairement corrompus et violents et commettent des actions illégales de façon quasi-institutionnalisée comme dans certains pays d'Amérique centrale à des situations où les services de police sont globalement vertueux – les cas de corruption étant le fait d'individus isolés – et dont l'action est encadrée par des règles démocratiques, mais dont les modalités d'intervention soulèvent néanmoins des débats et une grande défiance à l'occasion notamment d'arrestations ou d'opérations entraînant la mort de citoyens. Ici encore, la confiance du public dans les institutions qui le gouverne est une condition indispensable à tout climat de sécurité.

S'agissant des **méthodologies**, il ressort de ce bilan de 15 années de prévention quelques constats clairs :

- o La méthodologie simple « diagnostic – action – évaluation » appliquée à l'échelle locale, aux différents milieux de vie des communautés permet de répondre aux besoins réels de la population.
- o Le partenariat est indispensable, mais ne peut réellement combler toutes les attentes sans leadership politique fort.
- o Enfin et surtout, l'accent a été mis sur l'absolue nécessité de concevoir, mettre en œuvre et évaluer les stratégies de prévention et de sécurité en lien avec les jeunes. L'approche inclusive et participative n'est pas idéaliste, mais pragmatique et vise à l'efficacité des politiques. Elle renforce leur légitimité et leur pérennité.

Ces constats amènent le Centre international pour la prévention de la criminalité à évoluer et faire évoluer ses activités. Ainsi, nous nous attachons à collecter de façon plus systématique les informations uniquement ciblées sur les pratiques et politiques de prévention au travers

du Rapport international publié maintenant tous les deux ans et de questionnaires et enquêtes plus ponctuelles auprès des observatoires de la criminalité existants dans le monde (depuis 2007) et surtout auprès des municipalités depuis cette année. Enfin, nous lançons cette année notre propre observatoire international des politiques de prévention (voir section « centre de connaissances). Ces outils nous permettront de mieux rendre compte des évolutions et tendances et de mettre la lumière sur les pratiques les plus prometteuses. Le Centre remplit une mission unique en favorisant les échanges de connaissances entre toutes les régions du monde sur les thèmes liés à la prévention et la sécurité quotidienne et les colloques et autres événements organisés par le CIPC permettent à ces échanges d'être plus concrets et opérationnels.

Galerie de photos du 15^e anniversaire



Fadela Amara (Secrétaire d'État chargée de la Politique de la Ville, Ministère du Travail, des Relations sociales, de la Famille, de la Solidarité et de la Ville, France)



Valérie Sagant (CIPC), Claude Dauphin (Ville de Montréal), Raymonde Dury (Présidente du CIPC), Robert Lafrenière (Ministère de la Sécurité publique du Québec) et André Gamache (Montréal International)



De gauche à droite : Serges Bruneau (CIPC), Paula Miraglia (ILANUD, Brésil), Raymonde Dury (Présidente du CIPC) et Mélissa Goupil-Landry (CIPC)



Erich Meier (SENASP – Ministère de la Justice, Brésil), Paulo Cezar Martins (Estado de Goiás, Brésil), Ana Maria Díaz (Organisation des États américains), Natalia Rizzo (Ministère de l'Intérieur, Chili), Circe Gama Monteiro (Université fédérale Pernambuco, Brésil), Cristina Glasner (Carabineros du Chili) et Jorge Araya (Ministère de l'Intérieur, Chili)



Barbara Holtmann (Council for Scientific and Industrial Research – CSIR, Afrique du Sud) et les autres panelistes de la séance plénière « Défis et nouveaux acteurs de la prévention de la criminalité »



Clifford Shearing (University of Cape Town, Afrique du Sud) et les autres panelistes de la séance plénière « Les tendances d'évolution des pratiques et stratégies de prévention dans le monde »



1^{re} rangée de gauche à droite : Serges Bruneau (CIPC), Pierre-Philippe Paulson (Ville de Port-au-Prince), Valérie Sagant (CIPC) et Joanie Prince (CIPC)



De gauche à droite : Yvan Delorme (Service de police de la Ville de Montréal), Valérie Sagant (CIPC) et Elkin Velasquez (ONU-HABITAT)

2.2 2^e Rencontre internationale sur les observatoires de la criminalité

Le Centre international pour la prévention de la criminalité (CIPC), en collaboration avec l'Observatoire National de la Délinquance de France (OND) et la Division de Sécurité publique du Ministère de l'Intérieur du Chili, a organisé la 2^e Rencontre internationale sur les observatoires de la criminalité, qui s'est déroulée du 18 au 20 mars 2009 à Santiago du Chili, au siège de la *Comisión Económica para América Latina y el Caribe* (CEPAL).

La 1^{re} Rencontre s'était tenue à Paris en France, en 2007 et avait dressé un panorama général des observatoires de la criminalité à travers le monde et de leurs modes de création et de fonctionnement. La 2^e Rencontre « Observer la criminalité et produire des résultats utiles à la communauté » a examiné les analyses produites par les observatoires et leur

utilisation par les gouvernements et la communauté. Originaires de 18 pays d'Europe, d'Amérique du Nord, d'Amérique latine et des Caraïbes, plus de 200 personnes, autorités, experts, académiques et représentants d'organisations non-gouvernementales de terrain ont participé à la rencontre. Dans le cadre de la 2^e Rencontre, le CIPC a poursuivi le recensement des observatoires à travers le monde. À ce jour, 102 structures ont répondu au questionnaire mis en ligne par le Centre.



Les participants de la 2^e Rencontre internationale sur les observatoires de la criminalité

À l'issue des débats de la 2^e Rencontre, deux enjeux sont apparus essentiels :

- ❖ Le besoin de **diversifier les sources d'informations** pour parvenir à l'objectif principal d'un observatoire qui doit fournir une image plus fidèle de la réalité et de la complexité de la criminalité (focus groupes, entretiens avec les acteurs de terrain, enquêtes de victimation etc.);
- ❖ Le besoin de **contextualiser les données relatives à la criminalité** i.e. replacer les statistiques et enquêtes de victimisation dans un ensemble d'informations qui permet de les « faire parler » avec plus de pertinence et d'en déduire ainsi des orientations de politiques mieux adaptées. Ces efforts de contextualisation mèneront naturellement les observatoires à développer des **analyses locales**.

Le CIPC et l'OND ont conclu en annonçant l'organisation de la 3^e Rencontre en 2010 au Canada.

2.3. Déjeuners causeries et Séminaires techniques

❖ Les outils d'observation de la criminalité

Serges Bruneau et Joanie Prince ont organisé autour de la visite de Jean-Luc Besson, chargé d'étude cartographique de l'observatoire national de la délinquance (OND, France), en août 2009, un séminaire d'une demi-journée sur la place des Observatoires de la criminalité dans les stratégies de prévention de la criminalité et plus précisément sur les outils d'analyse utilisés par l'OND. Quatre intervenants ont pu exposer leurs travaux en la matière.

Jean-Luc Besson a présenté l'Observatoire national de la délinquance et les outils utilisés afin d'observer la criminalité. Marc Parent, assistant-directeur au Service de Police de la Ville de Montréal – SPVM, a présenté le projet-pilote développé par le SPVM qui s'intitule « Sentinelle de la qualité de vie ». Créé sous la forme d'un observatoire, ce projet a pour but de favoriser l'approche proactive pour prévenir la criminalité. Jean Carrière, Professeur associé, département de géographie (Université du Québec à Montréal - UQAM, Groupe Atlas et Stéphane Lefebvre, géographe, département de géographie – Université du Québec à Montréal, Groupe Atlas ont présenté un projet réalisé en collaboration avec le CIPC et le Service de Police de la Ville de St-Eustache. Ce projet consistait à cartographier les appels logés au 911 sur l'ensemble du territoire de la ville. Cet outil, dans sa phase opérationnelle, permettra aux policiers de mieux connaître et localiser les problématiques criminelles et les incivilités présentes à St-Eustache.



*Jean-Luc Besson
(Observatoire National
de la Délinquance de
France)*

❖ La sécurité des femmes : une préoccupation universelle

Le 23 février 2009 s'est tenu dans les locaux de la Ville de Montréal le déjeuner-causerie « Sécurité des femmes : une préoccupation universelle », organisé en collaboration avec Femmes et Villes international. Se sont réunis à cette occasion plus de 40 personnes issues d'organismes communautaires d'aide et de services aux femmes, des différents bureaux de Tandem, de la Ville de Montréal, du SPVM et d'autres organisations partenaires du CIPC et de Femmes et Villes international.



*Hélène Fotopoulos (Ville de Montréal) et
Valérie Sagant (CIPC)*



*Kalpana Viswanath
(UN Trust Fund-
WICI)*

La séance a débutée avec une présentation d'Hélène Fotopoulos, membre du comité exécutif, responsable du dossier des femmes à la Ville de Montréal. Valérie Sagant, directrice générale du CIPC et Kathryn Travers pour Femmes et Villes international ont rappelé les actions de leurs organisations notamment pour promouvoir la mise en place de marches exploratoires destinées à améliorer la sécurité des femmes en ville. Kalpana Viswanath, Directrice de projet, "Gender Inclusive Cities Project", UN Trust Fund-WICI a présenté les expériences de la ville de Delhi (Inde) visant à promouvoir la sécurité des femmes et notamment une campagne de sensibilisation visuelle incitant les femmes à refuser le harcèlement dans les lieux publics. Au cours de la table-ronde, présidée par Margaret Shaw, Marie-Josée

Bonin, Ville de Montréal, Carolyn Whitzman, Université de Melbourne (Australie) et Marc Parent, Service de police de la Ville de Montréal ont présenté les enjeux plus particuliers concernant la sécurité des femmes en ville. Au SPVM, une communauté de pratiques sur les questions de violence conjugale a été mise en place et permet d'améliorer les interventions des policiers auprès des femmes victimes.

❖ **Regard sur les partenariats et interventions entre policiers et peuples autochtones**



Dan et Mary Lou Smoke (Aînés autochtones, Canada)

Le 11 mars 2009, en marge de la Conférence sur la recherche en matière de politiques autochtones (CRMPA), s'est tenu à Ottawa le Panel international et la Session de réseautage intitulés «Regard sur les partenariats et interventions entre policiers et peuples autochtones». Cette session a réuni des intervenants du Canada, d'Australie et d'Afrique du Sud et 75 participants issus d'organisations autochtones canadiennes, de délégations de la Norvège, de la Thaïlande, de la Russie, d'ONU-Habitat, de l'Agence canadienne de développement international et du ministère des Affaires

étrangères et du Commerce international du Canada. Cette soirée culturelle a en partie bénéficié du support des vice-présidents de la CRPA : Dan Beavon, ministère des Affaires indiennes et du Nord du Canada, Dr. Jerry White, Université Western, et Peter Dinsdale, Association nationale des Centres d'amitié autochtones.

Ouverte par Dan Beavon, la session, présidée par Laura Capobianco, a démarré avec une prière d'ouverture et un moment musical offert par Sierra Noble. M. Robert Cormier, Sous-ministre délégué (par intérim), Sécurité publique Canada, a débuté avec une allocution d'ouverture, suivie par Dr. Judy Putt, Directrice générale de la recherche, *Australian Institute of Criminology*, qui exposé ses recherches relatives aux partenariats entre policiers et peuples autochtones. Elle a souligné l'importance de mener des recherches sur les perceptions policières des communautés autochtones et celles du Détroit de Torres en Australie, dans le but de modifier la culture organisationnelle de la police.



Judy Putt (Australian Institute of Criminology)

Mme. Mirriam Mbombo, Commissionnaire provincial, a partagé ses expériences de travail avec les communautés Khoi San, en Afrique du Sud. M. Wilders Kaunda, *Constable* réserviste de la communauté autochtone Khoi San et M. Morné Van Der Walt, Sergent du Service de police d'Afrique du Sud ont poursuivi avec un compte-rendu personnel des opportunités du travail interculturel et des défis policiers de leurs juridictions.

Ce Panel international a souligné l'importance d'améliorer la compréhension par les services de police des besoins et des désirs des communautés autochtones, dans le but d'améliorer le développement social, la justice et l'accès pour les peuples autochtones à des services



Wilders Kaunda (Constable réserviste, communauté autochtone Khoi San, Afrique du Sud)

policiers de bonne qualité. Bien que la préservation des langues autochtones soit une composante essentielle de l'identité autochtone, les intervenants en prévention doivent être en mesure de surmonter les difficultés de communication avec les peuples autochtones. Plusieurs corps de police à travers le monde ont mis sur pied diverses stratégies afin de surmonter ces obstacles linguistiques, notamment par le recrutement d'agents possédant des capacités linguistiques dans des langues autochtones, le recrutement de traducteurs et interprètes, ainsi que la formation de policiers dans diverses langues autochtones. Les échanges sont essentiels pour assurer la consultation et la participation des communautés autochtones aux initiatives de sécurité, condition de la définition de réponses appropriées aux enjeux de justice et de victimisation.

Le reste de la soirée a été consacrée à la présentation de spectacles culturels incluant des prestations musicales et des danses russes, norvégiennes, et canadiennes.

❖ **Violence politique au Guatemala - Le rôle de la Commission internationale contre l'impunité au Guatemala (CICIG)**

Le 20 Octobre 2009, le CIPC, avec la collaboration de Droits et Démocratie ont organisé un déjeuner-causerie sur la violence politique au Guatemala et sur le rôle de la Commission internationale contre l'impunité au Guatemala (CICIG). Cette initiative faisait suite à la mission réalisée par Valérie Sagant et Esteban Benavides au Guatemala à la demande de l'*Open Society Institute* et de la Fondation SOROS-Guatemala (voir section consacrée aux missions d'évaluation).



Mario Domingo (Office des droits humains de l'Archevêché du Guatemala – ODHAG) et Nery Rodenas (ODHAG)



Participants au déjeuner-causerie sur la violence politique au Guatemala

Nery Rodenas et Mario Domingo, avocats représentant l'Archevêché dans plusieurs procès de fort impact, notamment celui de Monseigneur Gerardi, Archevêque de la Ville de Guatemala, assassiné le 26 avril 1998, deux jours après la présentation du rapport accablant " Récupération de la Mémoire Historique " (REHMI) qui jetait la lumière sur quatre décennies de guerre civile et de massacres, ont présenté les principales étapes de ce procès.

Ce meurtre constitue un cas emblématique de la pérennité de l'impunité au Guatemala. En effet, il aura fallu attendre trois ans, soit le 8 juin 2001 pour qu'un tribunal du Guatemala

rende son verdict et condamne trois militaires et un prêtre pour leur participation à l'assassinat de Mgr Gerardi.

Ce déjeuner-causerie a compté avec la présence de représentants de nombreuses organisations travaillant sur les droits humains basées à Montréal.

❖ **Présentation de la politique locale de prévention de la Ville de Sydney (Australie)** « *Going with the Flow or Swimming against the Tide? A Local Crime Prevention View from Down Under* »

Le 21 octobre, le CIPC a accueilli John Maynard, responsable de la prévention et de la sécurité communautaire (*crime prevention and community safety*) de la Ville de Sydney (Australie) qui collabore avec les autorités locales depuis 10 années.



Laura Capobianco (CIPC), John Maynard (Ville de Sydney) et Valérie Sagant (CIPC)

John Maynard a présenté le plan intégré de sécurité communautaire mis en œuvre dans les banlieues de Sydney, à Waterloo et Redfern et qui a fait l'objet d'une évaluation. Les principaux enjeux auxquels les autorités ont dû faire face concernaient les crimes liés à l'abus d'alcool, l'augmentation du sentiment d'insécurité parmi les résidents et le manque de perspectives économiques pour les habitants de ces banlieues. John Maynard soulignait en conclusion les enjeux liés à la pérennité de ce type de programmes et à la mobilisation constante des différents niveaux de gouvernement et des habitants et groupes locaux.

❖ **Bandes de jeunes – Gangs de rue : Regard croisé sur les modes d'intervention belges et québécois**

Suite au 1^{er} échange sur la compréhension et l'intervention en matière de Gangs de rue / Bande de jeunes qui s'est déroulé à Bruxelles en avril 2009, le CIPC et le Centre jeunesse de Montréal-Institut universitaire (CJM-IU) ont accueilli du 19 au 22 octobre 2009 une délégation de 10 représentants belges. Cette visite professionnelle a eu pour objectif de les familiariser aux réflexions et actions menées au Québec en matière de Gangs de rue



Représentants de la délégation belge en visite à Montréal, accompagnés d'un agent du SPVM

(voir la section consacrée aux échanges entre professionnels).

À cette occasion, une rencontre était organisée en partenariat avec les centres Jeunesse de Montréal réunissant une soixantaine de personnes – procureurs, organismes de terrain, élus, policiers, fonctionnaires et journalistes. L'approche de la Belgique en matière de Bandes de jeunes a été présentée et un dialogue s'est engagé entre les pratiques respectives particulièrement en ce qui concerne les modalités de « fichage » et de suivi des jeunes suspectés d'appartenir à des gangs.

Valérie Sagant, directrice générale du CIPC, a axé sa présentation sur la pertinence du savoir faire local dans les arrondissements et les municipalités et sur l'importance du développement des actions au niveau local. Véronique Ketelaer, fonctionnaire de prévention de la Ville de Bruxelles et directrice de l'association BRAVVO, a présenté cette agence de centralisation de la prévention qui existe depuis 2004 et qui regroupe plusieurs axes complémentaires : l'axe médiation, l'axe jeunesse et l'axe présence en rue. Arnoud Vermoesen a précisé l'approche policière des bandes urbaines en Belgique, concernant le cadre légal de la police belge, le problème de la définition policière du phénomène, de ses limites, ses conséquences et types d'actions. Ensuite, Stefaan Van Belle a présenté la Section locale Bandes Urbaines de la Zone de Police Bruxelles Ixelles Capitale. Enfin, Frédéric Dauphin a exposé de la méthodologie de travail sur les bandes urbaines de la Zone de Police Bruxelles Nord (Evere, Schaerbeek, Saint Josse).

2.4. Expertise du CIPC au sein des organisations internationales intergouvernementales

❖ **18^{ème} Commission sur la Prévention de la Criminalité et la Justice pénale**

Tenue du 20 au 24 avril 2009 à Vienne (Autriche), la 18^{ème} Commission des Nations Unies sur la Prévention de la Criminalité et la Justice pénale a centré ses débats sur les thèmes de la fraude économique et des crimes d'identité, ainsi que sur la réforme pénale et la réduction du surpeuplement carcéral.

Les principales résolutions adoptées à l'issue des débats de la Session sont les suivantes:

- Fraude économique (parrainée par le Canada) ;
- Traitement des femmes détenues (parrainée par la Thaïlande) ;
- Services privés de sécurité des civils (parrainée par les Émirats Arabes Unis) ;
- Support pour le développement et l'implantation par l'ONUDC de programmes régionaux d'assistance technique (parrainée par l'Argentine) ;
- Suivi d'une conférence régionale ministérielle sur les enjeux de sécurité et de développement des Caraïbes (parrainée par la Bolivie) ;
- Réponses pour la prévention des enlèvements (parrainée par la Colombie) ;

- Amélioration de la collecte et de l'analyse des données sur des tendances spécifiques de la criminalité (parrainée par l'Argentine) ;
- Réforme de la justice juvénile (parrainée par l'Argentine, la Suisse, l'Autriche et la Suède).

À l'occasion de la Commission, plusieurs événements parallèles ont été organisés afin de traiter d'autres enjeux de prévention de la criminalité :

- ✓ Margaret Shaw a présenté les aspects préventifs des stratégies modèles dans le domaine des violences faites aux femmes (*Model Strategies on Violence against Women*) dans le cadre d'une rencontre portant sur la **Prévention de la criminalité et les réponses de la justice pénale aux violences faites aux femmes** co-organisée par les gouvernements Finlande, de Thaïlande, de Namibie et des Philippines.
- ✓ La rencontre relative au **rôle des Sports en prévention de la criminalité**, organisée par la représentation permanente de l'Autriche, le Programme régional sur les sports de l'ONU-DC et ONU-HABITAT a été conclue par Margaret Shaw. L'ONU-DC et ONU-HABITAT y ont présenté leur projet de manuel sur les Sports pour prévenir la criminalité.
- ✓ En préparation du 12e Congrès des Nations Unies sur la Prévention de la Criminalité et la Justice pénale, Margaret Shaw a été chargée d'animer la réunion portant sur les **Approches pratiques à la Prévention de la Criminalité urbaine** à laquelle ont participé les membres du *Programme Network Institutes* (PNI).

❖ Préparation de l'atelier du 12^{ème} Congrès des Nations Unies

Dans la suite de la réunion informelle de Vienne, le CIPC a présenté à l'ONU-DC en octobre le projet de document de travail (*background paper*) venant à l'appui de l'atelier consacré aux *approches pragmatiques de la criminalité urbaine*. Enfin, les 10 et 11 décembre, s'est tenue à Montréal la réunion préparatoire à l'atelier, réunissant une vingtaine d'experts de 8 pays différents, en présence de représentants d'ONU-DC et d'ONU-HABITAT.



Experts présents à la rencontre préparatoire au 12^{ème} Congrès des Nations Unies sur la prévention de la criminalité et la justice pénale

❖ **L'alliance pour la Prévention de la Violence (*Violence Prevention Alliance*), Organisation Mondiale de la Santé, *4th Milestones of a Global Campaign for Violence Prevention Meeting: "Boosting global violence prevention"***

À la suite des échanges initiés fin 2008 avec l'Organisation mondiale de la santé, le CIPC a été invité à participer à la réunion de bilan des actions entreprises dans le cadre de la campagne pour la prévention de la violence qui fait suite au rapport sur la violence de l'OMS publié en 2002. Valérie Sagant y a présenté les activités du CIPC et les liens à établir pour favoriser une plus grande implication des acteurs policiers et judiciaires dans cette coalition. De même, la diffusion des résultats des recherches sanitaires en matière de violence est utile pour les acteurs de la prévention de la criminalité.



❖ **Conférence finale de CRIMPREV, 17-19 juin 2009, Milton Keynes (Royaume-Uni)**

Intitulée « *Deviance, Crime and Prevention in a Punitive Age* », la conférence finale du projet CRIMPREV a clos le projet de 3 ans mis en place par le 6^{ème} Programme-cadre de l'Union européenne. CRIMPREV a réuni près de 35

institutions partenaires, a tenu 46 réunions de coordination avec 470 participants de 196 institutions dans 31 pays, et a produit 14 ouvrages et 12 articles de revues. Le CIPC a bénéficié de ses travaux dans le cadre de ses propres études et a été associé aux débats de la conférence finale dans le cadre de la table ronde réunissant ONG et praticiens.



Cinq axes de travail ont été développés avec l'objectif de mettre sur pied un **réseau européen de chercheurs**.

Principales conclusions et tendances présentées lors de la conférence finale:

- Les pays qui privilégient une approche basée sur des politiques sociales ont moins tendance à utiliser une approche répressive dans la lutte à la criminalité.
- L'augmentation du niveau d'inquiétude au sujet de la criminalité semble avoir un impact négatif en regard de la confiance envers le gouvernement.
- Les conséquences positives de l'économie informelle devraient être étudiées, plutôt que d'axer uniquement l'analyse sur les problèmes et les dangers de cette économie.
- Il y a un changement dans les politiques publiques de prévention de la criminalité : de la prévention sociale (développement des capacités individuelles) à la prévention communautaire (développement du capital social et des contrôles sociaux informels).

❖ **IV^e Rencontre internationale de Réseaux EUROsociAL, Salvador de Bahia (Brésil), 23, 24 et 25 juin 2009**



EUROsociAL est le programme de coopération de la Commission Européenne pour la promotion de la cohésion sociale en Amérique latine, dont la première phase de travail de quatre ans se termine en 2009. La rencontre de clôture des réseaux EUROSOCIAL avait pour but de partager les résultats (sectoriels ou transversaux) de cette première phase et d'identifier de nouveaux axes de travail et pistes de développement dans la perspective d'une deuxième phase du programme qui débiterait en 2010. Le CIPC – représenté par Esteban Benavides - a été invité par le Ministère Français de la Justice pour participer aux ateliers et aux tables rondes du secteur de la Justice. Un des futurs axes de travail identifiés lors des discussions a été la lutte contre la corruption, proposé par la France et la sécurité urbaine a été reconnue comme un nouveau domaine à explorer, thème mis en avant par le CIPC et la Banque interaméricaine de développement.

❖ **Réunion préparatoire de l'Organisation des États Américains, Lima (Pérou) 16-17 septembre 2009**

Le CIPC a participé les 16 et 17 septembre 2009 à une réunion préparatoire à la 2^{ème} rencontre des ministres des Amériques en matière de sécurité, à Lima, au Pérou. Cette réunion, organisée par FLACSO et la secrétaire générale de l'Organisation des États Américains, avec le soutien de l'Open Society Institute, a réuni une quinzaine d'organisations de la société civile, qui ont analysé certaines propositions en préparation de l'implantation d'un processus ministériel interaméricain de sécurité.



Stéphanie Ferland (CIPC) (2^e à partir de la gauche) et d'autres participants à la réunion préparatoire de Lima

Les propositions analysées furent :

- Une formation de policiers et de civils en sécurité publique par le programme interaméricain de formations policières (PICAP)
- Une école supérieure en matière de sécurité publique
- Un observatoire interaméricain de sécurité
- Une loi modèle en prévention de la sécurité

❖ ONU-HABITAT



En 2008, le CIPC a formalisé son entente de partenariat avec ONU-HABITAT et a participé à l'élaboration de la stratégie « *Pour des villes plus sûres* » 2008-2013. En 2009, une intense collaboration s'est mise en place concernant le rôle de la police en prévention dans le cadre d'une « plateforme sur la police » (*Police Platform*) lancée officiellement par ONU-HABITAT en novembre. Le CIPC, à partir de son expérience acquise et du développement de séminaires de formation élaborés en collaboration avec des services de police, entend développer en lien avec ONU-HABITAT des ateliers et sessions de formations destinés à différents services de police de pays africains ciblés sur le rôle de la police en prévention et le travail partenarial.

❖ Consortium global pour la Transformation de la Sécurité



En 2009, le CIPC est devenu membre du Consortium Global pour la transformation de la sécurité (CGST), une initiative regroupant des organisations de la société civile travaillant sur la réforme au système de sécurité (RSS) en Amérique latine, Afrique et Asie, dont le Secrétariat Général est assuré par le Programme de Citoyenneté et Sécurité de FLACSO-Chile. Les activités du CGST s'organisent autour de quatre axes de travail: Prévention de la criminalité en Amérique latine, Sécurité régionale, Criminalité transnationale et Sécurité privée.



*Esteban Benavides
(CIPC)*

Le CIPC a été associé aux travaux du volet « Prévention ». De plus, Esteban Benavides a reçu une bourse pour rédiger en 2010 un article sur la prévention de la criminalité au Guatemala.

2.5 Interventions du CIPC auprès des partenaires

❖ **15 ans de Politique de Prévention et de Sécurité : Regard des villes et communes, Bruxelles, Belgique, 17 février 2009**

Organisé par le Forum Belge pour la sécurité urbaine (FBPSU), le colloque a examiné 4 thèmes : la coordination et l'articulation des programmes à partir du pouvoir local, l'évaluation des programmes/projets de prévention et de sécurité, l'évolution des (nouveaux)

métiers de la prévention de la criminalité et le travail social et la prévention. Animé par Véronique Ketelaer, coordonnatrice du FBSU, le colloque a été conclu par Serges

BRUNEAU, invité à apporter un regard international sur les enjeux de la prévention en Belgique. Valérie Sagant a participé par la suite à la conférence de presse.



De gauche à droite : Michel Marcus (Forum européen pour la sécurité urbaine), Serges Bruneau (CIPC), Jose Angeli (Commune de Forest, Belgique) et Philippe Moureaux (Forum belge pour la sécurité urbaine)

❖ **Conférence sur la recherche en matière de politiques autochtones (CRMPA), Ottawa, Canada, 9-12 mars 2009**

Dans le cadre de la Conférence triennale, qui a réuni d'éminents chercheurs et décideurs autochtones et non autochtones, le CIPC a organisé deux ateliers internationaux comprenant des représentants d'Afrique du Sud, d'Australie, du Canada et de Norvège. Les délégués étrangers ont pu en outre bénéficier durant la semaine de visites professionnelles organisées auprès du Centre National de la Prévention du Crime du Canada, de la Direction générale de la police des Autochtones (DGPA) et de la Gendarmerie Royale du Canada.

Le premier atelier, "la sécurité quotidienne et les peuples autochtones : principales tendances, développements et enjeux" a notamment examiné les différentes formes de violence spécifiquement liées aux modes de vie des femmes autochtones, de leurs enfants, des familles et des communautés. Les présentations ont porté sur l'évaluation des pratiques de prévention développées par et au sein des communautés autochtones, le besoin de



1^{re} rangée : Palesa Maria Oliphant et Mirriam Mbombo (South African Police Service - SAPS). 2^e rangée : Wilders Kaunda (communauté Khoi San, Afrique du Sud), Laura Capobianco (CIPC) et Morné Van Der Walt (SAPS)

créer des outils culturellement pertinents et les méthodes de consultation et de dialogue entre les populations et la police.



McClellan Hall (National Indian Youth Leadership Project, États-Unis)

Dans la continuité du travail habituel du CIPC visant à diffuser les pratiques inspirantes à l'échelle internationale, le second atelier, « *Construire à partir des réalisations acquises : mettre en œuvre et faire durer les partenariats en sécurité quotidienne* » s'est concentré sur les approches de terrain. Différentes expériences ont pu être présentées concernant la prévention précoce et les programmes intégrés pour les autochtones vivant en milieu urbain, ainsi que des ateliers de renforcement des capacités consacrés aux modalités d'intervention de la police qui s'appuient sur les résultats d'une recherche portant sur les perceptions par la police des abus de drogues illicites commis dans les communautés autochtones.

❖ « Culture des gangs latinos : Agissons ensemble ! », Montréal, Canada, 28 mai 2009

Organisé par l'organisme communautaire CAFLA de Montréal (Centre d'aide aux familles latino-américaines) dans le cadre du lancement de leur projet « *Agir pour prévenir* » visant à prévenir l'affiliation de jeunes aux gangs des rues par des



programmes de mentorat, de leadership et à travers des interventions et suivis auprès des jeunes et des parents, cet atelier a réuni une soixantaine de personnes, dont des représentants du Ministère de l'Immigration du Québec, de la Ville de Montréal, du Service de police de la Ville de Montréal, d'Hydro-Québec et plusieurs organisations communautaires et travailleurs sociaux.

Apportant un éclairage d'ensemble international, Esteban Benavides y a dressé un panorama général de la problématique des gangs des rues dans les Amériques. Deux jeunes ex-membres des gangs de rue sont aussi venus témoigner de leur expérience. Enfin, le projet *Leave out violence* (LOVE) - ateliers de leadership et d'expression par les arts (photo, vidéo, etc.) - a été présenté.

❖ Conférence du *National Community Safety Network*, Leeds, Royaume-Uni, 9-10 juin 2009

La 14^e Conférence annuelle du NCSN a rassemblé plus de 300 participants - représentants d'autorités locales, travailleurs communautaires, services de police et d'incendie et, pour la première fois, des intervenants internationaux. La conférence a fait ressortir de quelle manière au cours des 10 dernières années l'adoption de normes juridiques dans le domaine de la sécurité quotidienne a contribué à mettre en œuvre une approche plus appliquée de la sécurité quotidienne, axée sur les impératifs des autorités locales, leurs objectifs et leur

réalisation. Le rôle des autorités locales et les pouvoirs policiers, la drogue et les projets destinés aux jeunes ont été abordés au cours de la conférence au sein de laquelle Margaret SHAW a présenté les dimensions internationales de la prévention.

❖ **Tables de concertation locales, Ville Mont-Royal et Arrondissement de Montréal-Nord, Montréal, Canada, 29 mai et 4 juin 2009**

La Politique pour un environnement paisible et sécuritaire à Montréal met de l'avant la mise en œuvre de tables de concertations locales sous le leadership des élus. Ces tables de concertation ont pour mission d'augmenter le sentiment de sécurité et d'assurer la prévention concertée des crimes, risques et sinistres par la création d'une communauté d'intérêts.

À la demande de la Ville de Montréal et des villes associées, Valérie Sagant a présenté à Ville Mont-Royal différents exemples internationaux de l'action des villes en matière de sécurité publique et de prévention de la criminalité dans le cadre d'une activité de mobilisation destinée à inciter les Maires et Maires d'arrondissement de l'île de Montréal à mettre en place des enceintes locales de concertation. Dans le cadre de son colloque *Paix et Sécurité*, l'arrondissement de Montréal-Nord a annoncé la mise en place de la **Table de concertation Paix et Sécurité de Montréal-Nord**. À cette occasion, Mme Sagant a insisté à nouveau sur l'importance de la concertation locale dans le cadre de stratégies locales de prévention de la criminalité et présenté des exemples très concrets de modes de concertation.

❖ **104^{ème} Conférence annuelle de l'Association canadienne des Chefs de Police, Charlottetown, Île du Prince Edward, Canada, 9-12 août 2009**

Dans le cadre de la conférence consacrée à la *Prévention de la criminalité au travers du développement social*, Michael Mann, Chef de Police du Service Régional de Waterloo et membre du Conseil d'administration du CIPC et Laura Capobianco, ont présenté le programme de formation du CIPC et de l'ACCP *International Learning on the Go* consacré à la sécurité des femmes. 150 officiers gradés et responsables de formation de la police ont assisté à cette session ; ce qui a notamment conduit le service de police de Saanich, Victoria, Colombie britannique, à organiser un programme de formation d'une journée pour ses agents le 23 septembre, en partenariat avec l'ACCP et le CIPC.

❖ **Conférence “Haiti: Building the Bases to Provide Institutionalism”, Santiago, Chili, 9 septembre 2009**

Le Centre d'études internationales de l'Université catholique du Chili, avec le soutien du gouvernement du Canada a organisé le séminaire “*Haiti: Building the Bases to Provide Institutionalism*” qui vise à développer les stratégies et actions nécessaires pour permettre à Haïti de passer d'un État assisté à une société capable de générer un développement

durable et un État capable de bâtir les fondations de ses propres institutions. Le CIPC y a été représenté par un Inspecteur du Service de Police de la Ville de Montréal avec lequel le centre développe des initiatives en direction d'Haïti.

❖ **House of Commons Standing Committee on Justice and Human Rights, Montréal, Canada, 22 octobre 2009**

Dans le cadre des auditions conduites par le Comité parlementaire de la Chambre des Communes du Canada consacré au crime organisé, Margaret Shaw a été invitée à présenter le rôle du CIPC, les enjeux de la définition du crime organisé et les évolutions internationales favorables à la prévention au sein d'une approche équilibrée ; elle a illustré ses propos de différents exemples de projets de prévention efficaces dans le domaine des gangs de rue en Afrique du Sud, au Brésil, en Colombie, aux États-Unis (Boston et Chicago) et au Royaume-Uni.

❖ **Séminaire international « Prévention de la Violence juvénile: Nouveaux Défis au Chili et Ailleurs », Santiago du Chili, octobre 2009**

Le CIPC, en collaboration avec la *Subsecretaria de Carabineros* (Subsecar) du Ministère de la Défense du Chili, la Division de Sécurité Publique du Ministère de l'intérieur et le Gouvernement Régional de Santiago ont organisé le séminaire international « Prévention de la violence juvénile: nouveaux défis au Chili et ailleurs » avec le but d'échanger des expériences innovatrices en prévention de la violence juvénile au Chili, au Brésil, au Mexique et en Afrique du Sud.



Participants au séminaire international « Prévention de la violence juvénile : Nouveaux défis au Chili et ailleurs »

Le CIPC a été représenté par sa Vice-présidente, Barbara Holtmann, également coordinatrice de l'initiative « *Safe South Africa* ».

❖ **L'évaluation de la médiation, Paris, France, 16 novembre 2009**



Organisée par l'agence nationale pour la cohésion sociale et l'Égalité des chances (ACSE), la journée de discussion et de réflexion était consacrée à l'évaluation de la médiation. Serges Bruneau et France Labelle, directrice générale du Refuge des jeunes de Montréal ont présenté des pratiques québécoises en matière d'évaluation de la médiation citoyenne et de l'apport de ces évaluations pour l'action menées par les acteurs terrain.

❖ **Colloque « Jeunes en errance », Bordeaux, France, 18-19 novembre 2009**

Le Centre d'entraînement aux Méthodes d'éducation active organisait une rencontre du réseau **Jeunes en errance** visant à faire le bilan des acquis du réseau national. Dans ce cadre, les organisateurs ont souhaité mieux connaître les expériences québécoises en la matière. Serges Bruneau et France Labelle, directrice générale du Refuge des Jeunes à Montréal ont présenté les enjeux et les pratiques en matière d'accompagnement des jeunes en errance au Québec. Au regard des enjeux, il a été discuté des enjeux de définition, de dénombrement, d'hébergement, d'occupation de l'espace public et de la judiciarisation sans oublier l'enjeu de financement. Ce fut également l'occasion de présenter quelques pratiques visant les jeunes en difficulté : 1) le Travail alternatif payé à la journée (TAPAJ) qui s'adresse à des personnes vivant une grande précarité et n'étant pas prêtes à intégrer le marché du travail tant sur le plan personnel que professionnel 2) le projet MISE d'employabilité au sein d'une ONG – Dans la rue 3) les Passagères, Ateliers d'Art, d'Écriture et de Théâtre qui s'adresse à des jeunes filles en difficulté, l'organisme Passage assure la diffusion des créations

❖ **Symposium sur la Prévention de la Criminalité, Winnipeg, Manitoba, Canada, 20 novembre 2009**

L'unité chargée de la prévention du crime du département de la Justice du Manitoba a centré les objectifs de ce symposium sur l'analyse de « ce qui marche » en prévention (*what works ?*) essentiellement dans le domaine des programmes destinés aux jeunes des communautés ethno-culturelles et de la prévention de la criminalité dans les communautés autochtones. Laura Capobianco a présenté les principaux enseignements issus des travaux de la Conférence sur la recherche en matière de politiques autochtones (CRMPA), pour laquelle le CIPC a organisé deux ateliers (*voir ci-dessus*) dans les domaines des violences faites aux femmes, de la participation des jeunes et des partenariats entre police et communautés.

❖ **Séminaire international sur la Sécurité des Femmes, Mexique, 25-26 novembre 2009**

La Commission nationale pour prévenir et éliminer la violence contre les femmes au Mexique (CONAVIM) du Ministère de l'intérieur du Gouvernement fédéral du Mexique a invité le CIPC à participer à un séminaire international sur la sécurité des femmes dans les villes. Ce séminaire s'inscrit dans la continuation du Colloque sur la sécurité des femmes organisé par le CIPC au Querétaro en 2008. Le CIPC y a été représenté par Marie-Dominique de Suremain de l'observatoire de la parité en France.



3. Centre de coopération

coopération

3. Centre de coopération

En 2009, le CIPC a considérablement diversifiés ses modes d'intervention auprès des partenaires. Les réseaux d'échanges entre praticiens ont été constitués dans les domaines des gangs de rue – bandes urbaines, de l'aide aux victimes et de la médiation. Le Centre a été mandaté pour 5 missions d'analyse et d'évaluation qui font appel à ses connaissances spécifiques en prévention et ont été grandement appréciées de nos commanditaires québécois, guatémaltèques et brésiliens. 5 autres interventions sont venues soutenir la mise en œuvre de projets ou alimenter la réflexion des décideurs en Somalie, au Québec et en Colombie britannique. Enfin, le Centre a été mandaté par les Nations Unies pour élaborer 3 outils à vocation universelle : le premier a été achevé en 2009 et vise à aider un pays ou des donateurs internationaux à évaluer les besoins d'un pays en matière d'assistance technique en prévention; le second sera présenté au Forum urbain mondial en 2010 et constitue un guide unique de ressources pour mener des actions de prévention en lien et avec les jeunes; enfin, à l'occasion du 12^{ème} Congrès des Nations Unies sur la prévention du crime et la justice pénale qui se tiendra en 2010, un manuel de mise en œuvre des principes directeurs onusiens en prévention sera lancé.

3.1. Échanges de pratiques professionnelles

3.2. Missions d'analyse et d'évaluation

3.3. Missions d'assistance et de soutien

3.4. Création d'outils

3.1. Échanges de pratiques professionnelles

❖ **Bandes urbaines / Gangs de rue**



Le 21 avril 2009 - Le CIPC en partenariat avec le Forum belge pour la sécurité urbaine organisait à Bruxelles un échange entre acteurs bruxellois et québécois dans le cadre d'un séminaire sur le phénomène **Bandes urbaines/Gangs de rue**. Ce séminaire, qui a réuni une soixante d'intervenants à la fois du milieu institutionnel, communautaire, policier et de la justice, a permis de discuter et de partager les connaissances et les pratiques des uns et des autres à l'endroit du phénomène des bandes urbaines et des gangs de rue. A cette occasion les thèmes suivants ont été abordés : apparition du phénomène dans les préoccupations politiques : origine et évolution, vers une définition du phénomène des bandes urbaines et gangs de rue, comment intervenir sur le problème des bandes urbaines et gangs de rue ? La délégation du Québec était formée de Serges Bruneau, Chantal Fredette, professionnelle du centre d'expertise sur la délinquance juvénile de Montréal et de Robert

Paris directeur de l'organisme montréalais *Pacte de rue*. L'introduction à ce séminaire a été confiée à Freddy Thielemens, Bourgmestre de Bruxelles, Raymonde Dury, Présidente du CIPC et Christos Sirros, Délégué général du Québec à Bruxelles.

❖ Aide aux victimes

Le Centre international pour la prévention de la criminalité, l'Association québécoise Plaidoyer-Victimes (AQPV) et l'Institut national d'assistance aux victimes et de médiation en France (INAVEM) ont convenu d'unir leurs efforts afin de jeter les bases d'un **Réseau de coopération internationale d'assistance aux victimes**. Ce Réseau de coopération vise à promouvoir la connaissance dans le domaine de la victimologie et à identifier les pratiques prometteuses pour porter assistance aux victimes. Financée par la Commission permanente franco-québécoise, la 1^{ère} rencontre du réseau, qui s'intitulait **De la victime oubliée à la victime sacralisée**, s'est tenue les 25 et 26 juin 2009 à Montpellier dans le cadre des assises annuelles de l'INAVEM. Serges Bruneau et Marie-Hélène Blanc, directrice générale de l'AQPV ont participé à ces travaux. La deuxième rencontre du réseau s'est tenue en octobre 2009 à Montréal dans le cadre du 5^e Colloque de l'Association québécoise Plaidoyer-Victimes **Au cœur des droits des victimes**. A l'occasion de ce dernier plusieurs thématiques ont été abordées dont : Pas assez de droits pour les proches des victimes d'homicide, Les tribunaux spécialisés en violence conjugale : une alternative ? La place de la victime dans les procédures pénales : regards chez nos cousins français, Et si les stratégies de prévention de la criminalité et l'assistance aux victimes se conjuguait ?

Le réseau s'est fixé les objectifs suivants :

- Jeter un regard sur les différents types de victimes et les besoins des victimes d'actes criminels au Québec et en France ;
- Recenser les pratiques en matière de services d'aide aux victimes d'actes criminels au Québec et en France ;
- Identifier les besoins émergents relatifs à l'aide à apporter aux victimes ;
- Élaborer une réflexion sur l'intégration de l'aide aux victimes au sein d'une stratégie de prévention de la criminalité.



1^{re} rangée : Serges Bruneau (CIPC), Marie-Hélène Blanc (Plaidoyer-Victimes, Canada). 2^e rangée : Olivia Mons (INAVEM, France), Sandra Belluci (INAVEM, France) et d'autres membres de l'INAVEM

❖ Médiation

La médiation citoyenne en France et au Québec : Partage des savoirs et comparaison des pratiques : Ce projet, mis en place par le Regroupement des Organismes de Justice Alternative du Québec (ROJAQ), le CIPC et le Réseau National d'Accès au Droit et à la Médiation de France (RENADEM) vise les objectifs suivants :

- Permettre aux représentants de dresser un portrait de leurs pratiques actuelles et de l'évaluation des projets de médiation citoyenne en cours ;
- Organiser un partage des compétences et une comparaison des pratiques entre les experts ;
- Mettre en relief les stratégies privilégiées dans chacun des deux territoires ;
- Renforcer le partenariat France-Québec par rapport au développement des pratiques dans le cadre du triptyque formation / implantation / évaluation ;
- Élaborer des stratégies de développement renforcées par la coopération internationale et optimiser la diffusion des informations



En septembre 2009, le ROJAQ a accompagné une délégation de médiateurs québécois pour une visite professionnelle à Lyon et Marseille. Puis en octobre, ce sont des représentants du RENADEM qui sont venus voir les pratiques québécoises en matière de médiation sociale.

3.2. Missions d'analyse et d'évaluation

❖ Évaluation de la phase restreinte d'implantation des stratégies locales de prévention issue de la Politique ministérielle en prévention de la criminalité du Québec

Lancée en novembre 2001 cette politique préconise une combinaison de mesures préventives et répressives dans le cadre d'une démarche structurée reposant sur un partenariat entre différents acteurs de la société civile et les pouvoirs publics. Le MSP a souhaité mettre en œuvre deux des orientations stratégiques de la Politique dans cinq sites expérimentaux, soit :



- I. Des stratégies locales de prévention de la criminalité, selon l'approche qu'elle met de l'avant: engagement initial d'un porteur politique et de l'administration municipale, désignation d'un coordonnateur local, mise sur pied d'un comité multi partenarial, réalisation d'un diagnostic local de sécurité et élaboration et mise en œuvre d'un plan d'action local ;
- II. Une stratégie de soutien à l'action, qui a pris la forme d'une infrastructure provinciale, regroupant plusieurs composantes : un comité de coordination et de suivi, un comité de mise en œuvre, un coordonnateur provincial. Ce soutien s'est également décliné en un financement octroyé aux sites.

Le CIPC a été mandaté par le MSP pour réaliser l'évaluation de la mise en place de ces deux orientations stratégiques. Le rapport final d'évaluation a été déposé au MSP en juin 2009.

❖ **Relations avec la communauté au Service de police de la Ville de Montréal : Analyse des documents de la direction du SPVM et des entretiens menés auprès de partenaires externes**

Afin d'accompagner le Service de police de la Ville de Montréal dans sa réflexion relative au nouveau plan directeur en matière de relations avec la communauté, le CIPC a été mandaté aux fins de :

- ♦ Faire une analyse documentaire des écrits produits et fournis par le SPVM sur le thème des relations avec la communauté et d'en faire ressortir les faits saillants (état des lieux) ;
- ♦ Mener des entrevues individuelles et/ou de groupe avec différents partenaires externes ;
- ♦ Participer au comité de pilotage mis sur pied par le SPVM.

Le rapport final a été remis au SPVM le 12 juin 2009. Celui-ci contenait les analyses et les recommandations émises à la lumière des 26 documents étudiés et des 17 entretiens réalisés auprès de partenaires provenant du milieu politique, scolaire, communautaire et de la santé. Il a été présenté au cours du mois de juin à la direction du SPVM, de même qu'au comité stratégique.

❖ **État de la prévention de la violence au Guatemala : proposition d'actions pour la Fondation SOROS et l'Open Society Institute**



Dans le cadre d'un mandat de l'*Open Society Institute*, en collaboration avec la *Fondation Soros Guatemala*, Valérie Sagant et Esteban Benavides ont procédé à l'audition d'une cinquantaine d'intervenants œuvrant dans le domaine de la prévention de la violence au Guatemala, du 17 au 25 août 2009. L'objectif de cette mission était de rencontrer un éventail d'intervenants de différents milieux : représentants gouvernementaux, élus, autorités municipales, avocats, défenseurs des droits humains, intervenants communautaires, représentants d'ONG locales, acteurs de la société civile - afin de dresser le portrait de la prévention de la violence au Guatemala et de conduire une évaluation des initiatives existantes, afin d'aider l'*Open Society Institute* à identifier ses principaux axes stratégiques de travail dans le domaine. Les recommandations et conclusions du CIPC ont mis l'accent sur :

- les éléments pouvant renforcer l'action de l'OSI et de la Fondation Soros Guatemala dans le domaine de la prévention de la violence ;

- l'identification des acteurs les mieux positionnés pour conduire des actions ;
- les méthodes de coordination jugées pertinentes.

Ces conclusions ont été présentées aux commanditaires et aux personnes auditionnées dans le cadre d'une seconde mission en octobre. Ces échanges ont conduit la Fondation Soros Guatemala et l'*Open Society Institute* à déléguer plusieurs responsables au 15^{ème} anniversaire et colloque annuel du CIPC dans le cadre du renforcement de leurs capacités en prévention.

❖ Analyse de la stratégie nationale brésilienne



Le Ministère brésilien de la Justice a invité le CIPC, représenté par Esteban Benavides à participer à titre d'observateur indépendant à la Première conférence nationale de sécurité publique CONSEG, qui s'est tenue à Brasilia (Brésil) du 27 au 30 Août 2009. CONSEG est un processus de mobilisation des acteurs de la sécurité publique au Brésil (société civile, institutions policières, gouvernements et administrations fédérales, fédérés (*Estados*) et municipales) afin de créer un espace de dialogue et d'élaborer de propositions pour une politique nationale de sécurité publique. Il s'agit d'un processus participatif qui a duré plus d'un an et qui a été composé d'étapes de consultation municipales, « *estaduales* » (États fédérés) et d'une conférence finale au niveau national. Plus de 3000 participants ont été présents à cette dernière étape qui vise à définir les Principes et les directrices d'une Politique nationale de sécurité publique.

Les observations du CIPC ont été réunies dans un article destiné à la diffusion internationale.

❖ Évaluation du Plan d'intervention québécois sur les gangs de rue

Le Plan d'intervention québécois sur les gangs de rue venant à terme en décembre 2010, le ministère de la Sécurité publique (MSP) a sollicité les services du CIPC afin de procéder à son évaluation autour des axes suivants :

- 1- le plan d'intervention et son contenu ;
- 2- la mise en œuvre du plan d'intervention
- 3- les changements occasionnés dans les façons d'intervenir sur le phénomène des gangs de rue.

Cette évaluation sera réalisée par Joanie Prince et Serges Bruneau au travers d'entretiens et d'analyses documentaires. En 2009, les travaux ont porté sur la revue de littérature, la construction de la grille méthodologique et l'analyse des documents de mise en œuvre du Plan communiqués par le Ministère. Le rapport final sera déposé au MSP à l'automne 2010.

3.3 Missions d'assistance et de soutien

❖ **Observatoire Saint-Eustache**

Dans le cadre du fonds du ministère de la Sécurité publique du Québec destiné à la mise en place d'outils d'observation pour les collectivités locales sur la sécurité et la prévention dans les milieux, le CIPC en partenariat avec l'Université du Québec à Montréal, le Groupe Atlas et la municipalité de St-Eustache a développé un projet visant à doter la Police de St-Eustache d'un outil simple et flexible pour visualiser et synthétiser les données en provenance d'une grande variété de sources : cartes d'appels d'urgence (911), données socio-économiques locales ... L'ensemble des renseignements est intégré dans un support cartographique faisant appel à la dimension spatiale.

❖ **Comité stratégique relatif aux relations avec les communautés du Service de Police de la Ville de Montréal**

Valérie Sagant est membre de ce comité stratégique qui vise à recueillir les avis, réactions, commentaires, critiques et suggestions de la part de membres de la « société civile » pour fournir au service de police un éclairage externe spécialisé et stratégique. Ainsi, le Comité a été consulté en 2009 sur l'impact de la procédure judiciaire concernant des policiers dont l'intervention a entraîné la mort d'un jeune d'origine d'Amérique centrale et provoqué des émeutes à Montréal en août 2008. Le Comité est également consulté sur tout événement d'actualité qui constitue un enjeu dans les relations entre la police et la population, comme par exemple un projet d'interdiction du port de cagoule dans les manifestations ou les modalités d'intervention de certaines unités opérationnelles ou la politique de lutte contre les discriminations.

❖ **Atelier d'échanges d'expériences en évaluation, Santiago, Chili**

Le 21 mars 2009, à l'initiative de la Division de Sécurité publique du Ministère de l'Intérieur du Chili, le CIPC a organisé un atelier d'échanges d'expériences en évaluation de prévention de la criminalité. Ce séminaire présentait diverses expériences chiliennes et internationales en matière de prévention sociale et situationnelle, de réinsertion, de réhabilitation et d'aide aux victimes.

Les invités internationaux ont ensuite commenté les projets nationaux chiliens et analysé :

- les principaux défis de l'évaluation de projets de prévention;
- les éléments indispensables à tout projet d'évaluation;
- la création d'indicateurs permettant de mesurer l'impact de projets de prévention.

❖ Formations police avec l'Association canadienne des chefs de police (ACCP)

Le CIPC a mis en place, en collaboration avec l'Association canadienne des chefs de police, membre du CIPC depuis 2004, un programme intitulé **Les partenariats policiers dans la prévention de la criminalité**. Le programme comporte plusieurs modules bien ciblés (ex. : rôle préventif des forces policières ; pratiques efficaces police/communauté pour la sécurité



des femmes ou face aux gangs de rues, etc.) qui sont présentés à un très large auditoire à travers le Canada, soit aux services de police, décideurs locaux et partenaires communautaires. L'atelier de formation tenu à Saanich, Victoria, Colombie britannique le 23 septembre a mis l'accent sur la violence domestique et la sécurité des femmes. Mike Chadwick, Chef du Service de Police, a souligné l'intérêt des échanges locaux et internationaux sur ces thèmes complexes qui nécessitent de partager ses connaissances et de dialoguer avec les partenaires.

Laura Capobianco a présenté des expériences inspirantes de partenariats locaux de police communautaire, Richard Konarski, de la Gendarmerie Royal du Canada a présenté le projet pilote contre la violence domestique de Langley, Edwrad Illi, *Chief Conservation Officer*, a insisté sur les défis à relever et les perspectives stratégiques locales à mettre en œuvre.

Plus de 65 délégués de haut niveau ont participé à cette journée, parmi lesquels des représentants du Conseil de la Couronne, des différentes unités de police, des organisations communautaires, dont le Centre d'amitié autochtone, l'association *Pacific Centre Family Services*, la société *Victoria Immigrant & Refugee Centre* et l'association de Colombie britannique *Ending Violence*.

❖ Soutien à la création de l'observatoire de la violence en Somalie et soutien méthodologique à l'enquête de victimisation

En septembre 2009 le CIPC a été sollicité par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) en charge des programmes pour la Somalie. Les besoins étaient de deux types, d'une part d'aider le PNUD à concevoir et mettre en place un observatoire de la violence en Somalie et d'autre part, à assister le PNUD dans la mise en œuvre de la première enquête de victimisation.

Après un long travail de préparation, la mission s'est étalée sur deux semaines. Elle a été réalisée dans les locaux du PNUD Somalie, à Nairobi au Kenya, l'accès à la Somalie étant restreint pour des raisons de sécurité.



Yann-Cédric Quero (CIPC) et l'équipe du PNUD-Somalie

Le CIPC a posé les bases conceptuelles de l'observatoire de la violence en Somalie en collaboration avec les différents partenaires du PNUD dans ce projet, dont l'Université somalienne d'Hargeisa et l'ONG *Safer World*. À l'issue de la mission, un cahier des charges a été remis aux partenaires, précisant leurs missions respectives, ainsi qu'un guide chronologique pour la création de l'observatoire. Celui-ci organisera sa première réunion plénière fonctionnelle, la première semaine de février 2010.

Le CIPC a également activement participé à l'élaboration de la première enquête de victimisation du PNUD Somalie. En partenariat avec l'ONG somalienne SOCDA et l'ONG japonaise JCCP, le CIPC était en charge de la partie méthodologique et de technique statistique de l'enquête.

Suite à cette mission, le CIPC a été intégré comme membre du Comité scientifique de l'Observatoire, ainsi que dans l'élaboration du *Somali Community Safety Framework*, outil de fondement de la stratégie du PNUD en Somalie.

3.4 Création d'outils

❖ **Outil d'évaluation de la prévention de la criminalité (*Crime Prevention Assessment Tool*)**

Dans le cadre des publications de l'ONUDDC, *Criminal Justice Assessment Toolkit*, Margaret Shaw a été mandatée pour rédiger l'outil consacré à la prévention. Publié cette année, cet outil est destiné à aider à évaluer les besoins d'un pays en assistance technique et formation dans le domaine des stratégies de prévention. Une traduction est prévue en français.

❖ **Manuel de mise en œuvre des principes directeurs des Nations Unies en matière de prévention de la criminalité (*Handbook on the UN Crime Prevention Guidelines*)**

L'ONUDDC a souhaité confier au CIPC la rédaction d'un Manuel destiné à soutenir les décideurs et praticiens de tous les pays dans la mise en œuvre des principes directeurs en prévention adoptés en 2002 par les Nations Unies. Initié en 2008 par Valérie Sagant, avec l'assistance de Vivien Carli, ce projet s'est poursuivi en 2009, piloté par Margaret Shaw, avec le soutien de Vivien Carli, en lien avec les autorités onusiennes et un groupe d'experts qui s'est réuni à Montréal en juin. Le document sera présenté lors du 12^{ème} Congrès des Nations Unies en avril 2010.

❖ Répertoire des observatoires de la criminalité dans le monde

Dans le cadre de la 2^e Rencontre internationale sur les observatoires de la criminalité, qui s'est tenu à Santiago, au Chili, les 18, 19 et 20 mars 2009, le CIPC a effectué une mise à jour de son répertoire international d'observatoires de la criminalité, dont la première version avait été rédigée en septembre 2008 par Jean Carrière, de l'Université du Québec à Montréal, en collaboration avec Serges Bruneau et Joanie Prince. À ce jour, sur plus de 100 réponses reçues, 36 observatoires ont été répertoriés dans cette publication comme répondant aux critères retenus par le CIPC². Appelé à être une référence en la matière, le répertoire sera mis à jour régulièrement afin de présenter le portrait le plus fidèle possible des observatoires de la criminalité dans le monde.

❖ *Youth Source Book*

Le CIPC a été mandaté par ONU-HABITAT pour développer un document – ressource consacré aux projets conduits par les jeunes et aux initiatives associant les jeunes dans le domaine des programmes de prévention de la criminalité et de construction de communautés sûres et saines (*safe and healthy communities*). À partir du document de travail élaboré pour le Sommet « Jeunes et Villes » organisé par ONU-HABITAT en juin 2008, le *Youth Source Book* a été conçu pour être utilisé par les jeunes et les groupes de jeunes et par les municipalités. Il fournit un répertoire détaillé de projets, réseaux, références et ressources sur différents sujets tels que la participation des jeunes dans le processus de décision, les programmes environnementaux et la création d'emplois ou encore l'usage des sports, des médias et de l'internet pour accroître les compétences des jeunes et leurs possibilités de développement économique et social. Un groupe consultatif d'experts a été réuni à Montréal en décembre pour finaliser la rédaction du document qui sera publié et présenté lors du Forum urbain mondial se tenant à Rio-de-Janeiro en mars 2010. Une version interactive sera mise en ligne également en 2010.



Participants à la rencontre d'experts du Youth Source Book

² Pour être qualifiée d'observatoire, une organisation doit **recenser** des données en lien avec la criminalité, procéder à leur **analyse** et **diffuser** les résultats de leurs travaux.



4. Gouvernance du CIPC

4. Gouvernance du CIPC

Cette année, le Centre s'est réjoui d'accueillir 10 nouveaux membres d'horizons et de pays très variés. De très nombreux observateurs ont également participé à notre assemblée générale de fin d'année traduisant l'intérêt que le CIPC et ses activités suscitent. Bien que toujours fragile et en constante évolution, la situation financière du Centre a été soutenue par la conclusion d'ententes de financement pluriannuel avec 4 pays dont les deux gouvernements fondateurs du Canada et de la France. Le nombre de contributeurs a également augmenté pour atteindre une trentaine de contributeurs différents (contre 21 en 2008), non compris les cotisations des adhérents. Enfin, dans le domaine de la gouvernance et de l'administration interne, le Centre améliore constamment ses modes de gestion pour les adapter aux changements institutionnels et accroître le professionnalisme de la gestion.

4.1 Statuts et règles de fonctionnement

4.2 Finances et gestion

4.3 Adhésion et participation en qualité de membre

4.1 Statuts et règles de fonctionnement

Conformément au mouvement engagé ces dernières années, le Centre poursuit la professionnalisation de son fonctionnement interne et de ses règles de gouvernance.

Pour répondre au besoin de renforcer l'information et l'implication des administrateurs malgré les difficultés matérielles liées à leur éloignement géographique, la directrice générale et la responsable des finances et de l'administration ont poursuivi l'envoi régulier d'un **bulletin d'information aux membres du Conseil d'administration** qui retrace les principaux éléments de la vie du CIPC.

Les réunions de gouvernance ont été tenues aux dates suivantes :

Comité de direction :

- Conférences téléphoniques le 26 février et le 26 juin
- Réunion à Vienne, Autriche, le 28 avril
- Réunion à Montréal, Canada, les 10 et 11 décembre

Conseil d'administration : Cinq consultations électroniques tout au cours de l'année et réunion à Montréal les 10 et 11 décembre.

Assemblée générale des membres : Réunion à Montréal, Canada, les 10 et 11 décembre .

En décembre 2009, Valérie Sagant a proposé de **réunir l'ensemble du Conseil d'administration conjointement avec le comité de direction** – qui se réunissait seul auparavant – afin là encore de mobiliser et impliquer plus directement les administrateurs. De même, le CA a accepté que lors de la prochaine réunion de mi-année en 2010, non seulement le CCO et le comité de direction seront-ils conviés, mais également le Conseil d'administration. Cela permettra – sous réserve des moyens financiers de nos administrateurs – la réunion physique du CA deux fois par an au lieu d'une seule fois comme actuellement.

Dans le domaine financier, et depuis 2009, à l'initiative de la Directrice générale, les membres du Conseil d'administration reçoivent des **états financiers provisoires** tous les trimestres. Ces informations permettent d'assurer un meilleur suivi de l'exécution du budget et s'accompagnent de **budgets révisés** également réalisés les 3 premiers trimestres. Ces mises à jour sont apparues importantes à partager avec le CA dans la mesure où le budget du Centre varie fortement en cours d'année en raison de l'instabilité – souvent positive – de ses **revenus**. En effet, certaines contributions de gouvernements sont diminuées ou augmentées en cours d'année et surtout, le Centre se voit proposer des contrats ou remporte des soumissions au fur et à mesure de l'année.

En raison de la complexité des opérations comptables, il est apparu nécessaire également de recruter une commis comptable à temps plein, alors que jusqu'à présent, l'assistante de direction effectuait les écritures comptables. Le Centre recourt en outre au soutien d'un expert comptable extérieur notamment pour établir les états financiers mensuels.

Enfin, les procédures internes de contrôle et de vérification (opérations liées aux chèques, factures, petite caisse, virement...) ont été renforcées et formalisées dans un document descriptif élaboré par l'équipe et soumis aux vérificateurs.

Dans le domaine de l'administration, Valérie Sagant a demandé à Nathalie Rodrigues de mettre en place au moins deux fois par an une **réunion de concertation interne sur les conditions de travail** qui permet aux différents personnels d'évoquer toute question relative à l'assurance sociale, aux horaires, aux remboursements de frais etc... Les décisions sont ensuite discutées en comité de gestion et présentées en réunion d'équipe par la directrice générale.

4.2 Finances et gestion

Cette année encore, le financement des activités du Centre provient de sources variées : contributions des gouvernements et des villes membres, cotisations des membres et contributions aux projets. Cependant, malgré une consolidation évidente depuis 2005, le Centre demeure toujours dans une situation fragile liée d'une part à l'augmentation constante de la part des financements sur projets au détriment des financements plus globaux et d'autre part aux retards, incertitudes, changements dans l'attribution des subventions et contrats. Ainsi, par exemple, un gouvernement nous a réglé une subvention annuelle avec deux ans de retard ou encore, une organisation onusienne a annulé un contrat signé.

Par contre, plusieurs gouvernements engagés de longue date auprès du CIPC ont conclu des **accords de financement pluri-annuels** qui permettent d'inscrire notre collaboration dans une perspective de plus long terme, tels le Canada, la France, la Norvège et du Salvador et constituent un soutien très important pour le Centre.

❖ **Évolution du budget général :**

À la date d'impression du rapport d'activité 2009, les états financiers 2009 du CIPC ne sont pas disponibles. Toutefois, l'évolution générale du budget du CIPC se confirme à la hausse depuis 3 ans passant de 1 739 230\$ en 2007, 1 859 966\$ en 2008 et 1 934 308\$ (selon le budget 2009 au 30 septembre 2009) soit une augmentation d'environ 11% des revenus (195 078\$) en 2 ans. Cependant, il faut souligner que le budget 2009 aura été augmenté des ressources – et dépenses – liées à l'organisation du 15^{ème} anniversaire du CIPC qui a été directement pris en charge par le Centre. Ce budget se chiffrait à 322 000\$.

❖ **Évolution du nombre de contributeurs :**

Cette augmentation s'explique par les nombreuses démarches engagées par le CIPC afin de développer de nouvelles activités financées par ses partenaires actuels ainsi que ou par de nouveaux partenaires. Ainsi, le CIPC a accru le nombre de ses contributeurs qui est passé de 20 en 2007 à 21 en 2008 et plus de 29 en 2009. Pour la première fois, quatre partenaires privés ont soutenu financièrement le CIPC pour l'organisation du 15^{ème} anniversaire.

4.3 Adhésion et participation en qualité de membre

Le CIPC s'est réjoui d'accueillir en 2009 8 nouvelles organisations membres et 2 membres honoraires. Les membres honoraires sont des personnalités dont l'action dans le domaine de la prévention et en soutien au CIPC ont été particulièrement remarquables.

En 2009, les nouveaux membres honoraires du Centre sont:

❖ **Nils Christie**, Professeur de criminologie à l'Université d'Oslo, Norvège.

Nils Christie est un criminologue de renommée internationale dont le travail a été publié dans plusieurs langues. Il a rédigé plusieurs livres innovants dont une étude sur les diverses fonctions des écoles, des ouvrages sur les problématiques liées aux drogues, les fonctions et justifications du châtime et la relation entre la criminalité et le développement de la société.

❖ **Jack Calhoun**, Ancien Président du *National Crime Prevention Council* des États-Unis et ancien Vice-président du CIPC

Jack Calhoun a créé le Conseil national de prévention du crime des États-Unis (*National Crime Prevention Council* ou NCPC) dont il a été le président et le directeur général pendant 20 ans. Jack a été commissaire du ministère des Services à la jeunesse (« *Youth Service* ») dans le Massachussets, commissaire fédéral de la

Administration for Children, Youth and Families, laquelle fait partie du ministère de la Santé et des Services humains, et vice-président de la *Child Welfare League of America*. Il a récemment publié un livre et a aidé à la création et au lancement du *California Gang Prevention Network* qui regroupe 13 villes.

Nouvelles organisations membres

❖ **Coalition centroaméricaine pour la prévention de la violence juvénile (CCAPVJ)**

La Coalition centroaméricaine pour la prévention de la violence juvénile (CCAPVJ) est une initiative intersectorielle et interdisciplinaire constituée d'organismes gouvernementaux et non gouvernementaux d'Amérique centrale et du Mexique. La Coalition a pour principaux objectifs de promouvoir les programmes et politiques visant à prévenir la violence chez les jeunes, de coordonner les efforts des organismes gouvernementaux et non gouvernementaux, de développer des politiques publiques complètes et inclusives de prévention de la violence juvénile et de promouvoir le respect des droits humains.



Le CCPVJ a été créée à la suite de la Conférence "*Voces de la Experiencia: Iniciativas Locales e Investigaciones en Violencia Juvenil de Pandillas en Centro América*", tenue en février 2005 par la *Coalición Interamericana para la Prevención de la Violencia* (IACPV), le *Washington Office on Latin America* (WOLA), la *Fundación de Debido Proceso* et la OPS-GTZ.

❖ **Commission nationale pour prévenir et éliminer la violence faite aux femmes (CONAVIM) (Mexique)**

La Commission nationale pour prévenir et éliminer la violence faite aux femmes (CONAVIM) a été créée en juin 2009 suite à l'engagement du gouvernement fédéral à se conformer à la Loi générale sur l'accès des femmes à une vie sans violence et aux différents traités et instruments internationaux signés par le Mexique dans le domaine.

Les objectifs fondamentaux de CONAVIM sont de concevoir une politique globale et transversale de la prévention, traiter, punir et éradiquer la violence faite aux femmes, prendre en considération les conditions politiques, juridiques, économiques, sociales et culturelles conduisant à la violence, avec un programme visant à coordonner les actions aux trois niveaux de gouvernement.

❖ GCC LA VIOLENCE ! (Canada)

C'est en observant les problèmes de violence vécus chez les jeunes du quartier Hochelaga-Maisonneuve que l'organisme La Marie Debout a mis sur pied, en 1986, le Groupe communication collective (GCC). En mai 1988, le GCC obtient sa charte et en novembre 1999, il change sa dénomination sociale pour GCC LA VIOLENCE ! (Groupe communautaire contre la violence).

Mission et vision

La mission de GCC LA VIOLENCE! est de prévenir la violence et la criminalité en effectuant la promotion des comportements pacifiques et des solutions de rechange à la violence. Pour maximiser l'impact de leurs actions, le groupe a développé trois volets d'intervention achevés et complémentaires :

- Le volet d'intervention en milieu scolaire
Ateliers thématiques touchant différentes problématiques sociales vécues par les jeunes de 10 à 25 ans et leur famille;
- Le volet d'intervention en milieu HLM, le projet « L'Apparte »
Centre d'intervention psychosociale aménagé au cœur d'un plan d'ensemble HLM;
- Le volet d'intervention ethnologique
Intervention axée sur la prévention de la violence, adaptée aux groupes issus des minorités ethnoculturelles et des sous-cultures québécoises.

Ces trois volets d'action, pouvant être complémentaires, permet au groupe d'agir auprès des jeunes et leur famille dans plusieurs sphères de vie. Ces stratégies d'intervention s'adressent à un public large; l'organisme a toutefois développé une expertise auprès des clientèles défavorisées ou en situation d'exclusion.

❖ Institut australien de criminologie (Australie)

L'Institut australien de criminologie (AIC) est le centre de connaissances et recherche national australien sur la criminalité et la justice. L'Institut vise à promouvoir la justice et à réduire la criminalité par la réalisation et la diffusion de recherches factuelles et d'études destinés aux décideurs et les praticiens.



Australian Government
Australian Institute of Criminology

L'Institut australien de criminologie, une autorité statutaire du Commonwealth, a été créé en 1973 et fonctionne sous la *Criminology Research Act 1971*. Le directeur rend compte au ministre et à un conseil d'administration composé de distingués praticiens de la justice pénale australiens. Les fonctions de l'AIC comprennent des recherches criminologiques, la diffusion des résultats de recherche, l'organisation de conférences et de séminaires ; et la publication de documents découlant du travail de l'AIC.

❖ **Institut pour la sécurité et la démocratie (Insyde) (Mexique)**

INSYDE est une organisation non-gouvernementale et un forum dédiée au renforcement des principes démocratiques par le développement d'idées innovatrices en matière de sécurité publique, de police, de justice pénale et de droits humains, ainsi que sur le rôle des médias.



Ses activités se concentrent sur la réforme démocratique de la police par le développement et application d'outils internationaux destinés aux corps de police tant au niveau national que local. INSYDE participe également au développement de projets et de méthodologies destinés aux communautés. Enfin, INSYDE contribue à la formation et à la sensibilisation de journalistes qui travaillent sur des contenus de sécurité publique et de justice.

❖ **National Indian Youth Leadership Project (États-Unis)**

Le National Indian Youth Leadership Project (NIYLP) est un organisme à but non lucratif fondé au Nouveau-Mexique dans les années 1980. Depuis plus de 25 ans, ce projet renforce les capacités des jeunes leaders autochtones par le biais de l'éducation dans un contexte positif d'apprentissage. Ainsi, la mission du NIYLP est de développer le potentiel des jeunes autochtones à faire leur part dans un monde plus positif par le biais de l'apprentissage basé sur l'expérience et le service à la famille, la communauté et la nature. Ce projet regroupe actuellement 350 étudiants de la région de Four Corner.

Parmi les différents projets proposés par le NIYLP, le projet « Venture » (PV) est un programme d'activités en plein air visant à prévenir la toxicomanie chez les jeunes autochtones. Même si ce projet a d'abord été conçu pour les jeunes autochtones de la 5^e à la 9^e année, il a également été offert à des jeunes issus de minorités ethniques de la 4^e à la 12^e année. Le PV vise notamment à prévenir la consommation de drogues ou d'alcool par l'intermédiaire des activités suivantes :

- Activités axées sur les aptitudes en résolution de problèmes et l'acquisition de compétences ;
- Aventure en plein air ;
- Camps et randonnées;
- Apprentissages par le biais du service à la communauté.

❖ **Observatoire National de la Délinquance (France)**

L'Observatoire national de la délinquance (OND) est un département de l'institut national des hautes études de sécurité (INHES), établissement public national à caractère administratif. Son administration est placée sous l'autorité du directeur de l'INHES assisté d'un chef de département. Son indépendance stratégique est assurée par un conseil d'orientation.

Missions

L'Observatoire national de la délinquance a les missions suivantes :

- Recueillir les données statistiques relatives à la délinquance auprès de tous les départements ministériels et organismes publics ou privés ayant à connaître directement ou indirectement des faits ou des situations d'atteinte aux personnes ou aux biens ;
- Exploiter les données recueillies en procédant à l'analyse de la délinquance ;
- Communiquer les conclusions qu'inspirent ces analyses aux ministres intéressés et aux partenaires de l'observatoire ;
- Assurer la mise en cohérence des indicateurs, de la collecte et de l'analyse des données ;
- Faciliter les échanges avec d'autres observatoires, en particulier l'Observatoire des zones urbaines sensibles ;
- Animer un réseau de correspondants ;
- Organiser la communication au public de ces données



Il travaille, par conséquent, en étroite coopération avec l'ensemble des organismes chargés du recueil des statistiques en matière de délinquance.

❖ **Small Arms Survey (Suisse)**

Small Arms Survey est un projet de recherche indépendant situé à l'Institut universitaire des hautes études internationales à Genève, en Suisse. Il est la principale source internationale d'information publique sur la problématique des armes légères et constitue une ressource pour les gouvernements, les décideurs politiques, les chercheurs et les activistes. Il permet de surveiller les initiatives nationales et internationales (gouvernementales et non gouvernementales) et de diffuser les meilleures pratiques dans le domaine. Le projet est constitué d'une équipe internationale ayant une expertise en sécurité, science politique, politique publique internationale, droit, économie, études du développement, résolution de conflits et en sociologie. Le personnel travaille en étroite collaboration avec un réseau mondial de chercheurs et de partenaires.

Objectifs:

- Être la principale source d'information publique et impartiale sur tous les aspects des armes légères et de petit calibre ;
- Agir en tant que source d'information et de recherche sur la problématique des armes légères auprès des gouvernements, décideurs politiques, chercheurs et militants en la matière.
- Être un instrument indépendant de surveillance des initiatives politiques nationales et internationales, gouvernementales et non gouvernementales sur les armes légères.

- Agir en tant que forum d'échanges pour le partage de l'information et la diffusion des meilleures pratiques, mesures et initiatives traitant de la problématique des armes légères.

Annexe 1 : Membres du CIPC

Organisations et villes membres du CIPC

Applied Research In Community Safety Ltd (ARCS)
 Australian Crime Prevention Council (ACPC)
 Australian Institute of Criminology
 Camara de Comercio de Bogota, Colombie
 Canadian Association of Chiefs of Police (CACP)
 Comisión Nacional para Prevenir y Erradicar la Violencia contra las Mujeres (CONAVIM)
 Consejo Ciudadano De Seguridad Publica Prevencion Y Readaptacion Social Del Estado De Jalisco (CCSPPRS)
 Coalición Centroamericana para la Prevención de la Violencia Juvenil (CCPVJ)
 Council for Scientific and Industrial Research (CSIR)
 Facultad Latinoamericana de Ciencias Sociales (FLACSO-Chile)
 Federation of Canadian Municipalities (FCM)
 Forum européen pour la sécurité urbaine (FESU)
 Forum français pour la sécurité urbaine (FFSU)
 German Congress on Crime Prevention
 Groupe Communautaire Contre La Violence (GCC La Violence)
 Institut des Hautes Etudes de Sécurité
 Instituto Latinoamericano de las Naciones Unidas para la Prevención del Delito y el Tratamiento del Delincuente (ILANUD)
 Instituto para la seguridad y la democracia (INSYDE)
 International Agency for Crime Prevention Criminal Law and Jurisdiction
 Naif Arab University For Security Sciences (NAUSS)
 National Crime Prevention Council (NCPC)
 National Indian Youth Leadership Project - Project Venture (PV)
 National League of Cities (NLC)
 Observatoire National de la Délinquance (OND)
 Observatoire national de la délinquance dans les transports (ONDT)
 Onlus Nova Consorzio per l'innovazione sociale
 Small Arms Survey

The Norwegian National Crime Prevention Council (KRÅD)

UN-HABITAT

Union des municipalités du Québec (UMQ)

United Nations African Institute for Prevention of Crime and the treatment of offenders (UNAFRI)

United Nations Office for Drug Control and Crime (UNODC)

Universidad Hurtado

Ville de Montréal

Ville de Paris

World Association of the Major Metropolises (METROPOLIS)

Gouvernements membres du CIPC

- Gouvernements fondateurs:

Canada

France

Québec

- Autres gouvernements membres:

Afrique du Sud

Argentine

Australie

Chili

El Salvador

Norvège

Querétaro, Mexique

Membres honoraires :

Calhoun, Jack, Ancien Président du National Crime Prevention Council des États-Unis et ancien Vice-président du CIPC

Christie, Nils, Professeur de criminologie à l'Université d'Oslo, Norvège

Danyluck, Véra, membre honoraire depuis novembre 2008

Trésorière du CIPC de 2003 à 2005

Mairesse de Mont-Royal

Girard, Paul, membre honoraire depuis novembre 2008

Président du Comité consultatif et d'orientation du CIPC de 2005 à 2007

Sous-ministre associé, Direction des affaires policières

Ministère de la sécurité publique du Québec

Mohar, Edgar, membre honoraire depuis novembre 2007

Consultant, antérieurement en charge du Secretaría de Seguridad Ciudadana de l'État du Querétaro, Mexique

Vandershueren, Franz, membre honoraire depuis novembre 2008

Directeur du programme de sécurité urbaine, Université Alberto Hurtado, Santiago, Chili
Consultant en matière de sécurité urbaine

Membres du Comité scientifique :

Marcelo Aebi, Professor of Criminology

Institut de Criminologie et de Droit Pénal

University of Lausanne, Lausanne, Switzerland

Kauko Aromaa, Director, European Institute for Crime Prevention and Control (HEUNI)

President, Scandinavian Research Council for Criminology Acting Director

Helsinki, Finland

Elena Azaloo, Researcher, CIESAS

México D.F. Mexique

Claudio Beato, Coordenador General

Centro des Estudos de Criminalidade e Segurança Publica

Universidade Federal de Minas Gerais

Brésil

Jean-Paul Brodeur, Director, International Centre for Comparative Criminology

University of Montreal

Montreal (Quebec), Canada

Ross Hastings, Professor of Criminology

Department of Criminology, University of Ottawa

Co-Director, Institute for the Prevention of Crime

Ottawa, Canada

Peter Homel, Senior Analyst

Australian Institute of Criminology

Canberra, Australia

Tim Hope, Professor of Criminology Professor of Criminology

Department of Criminology Keele University

Director, Keele Community Safety Group (KCSG)

Keele, United Kingdom

Azzedine Rakkah, Senior Research Fellow
Centre d'Études et de Recherches Internationales – CERI
Paris, France

Dennis P. Rosenbaum, Director and Professor of Criminal Justice
University of Illinois, Chicago Department of Criminal Justice
Chicago, USA

Elrena van der Spuy, Associate Professor
Centre of Criminology, Department of Public Law
Faculty of Law, University of Cape Town
Afrique du Sud

Anne Wyvekens, Chargée de Recherche, CNRS
CERSA, Paris, France

Annexe 2 : Équipe du CIPC

Personnel (par ordre alphabétique)

Esthela Alvarado :	Réceptionniste
Esteban Benavides :	Analyste et chargé de projets pour l'Amérique latine
Serges Bruneau :	Directeur des programmes
Laura Capobianco :	Analyste senior et responsable de projets
Vivien Carli :	Analyste
Stéphanie Ferland :	Analyste et chargée de projets
Cvetanka Georgieva :	Chargée de la comptabilité
Mélissa Goupi-Landry :	Responsable des communications et de l'administration par intérim
Manar Idriss :	Recherchiste-documentaliste
Joanie Prince :	Analyste et chargée de projets
Yann-Cédric Quero :	Analyste senior et responsable de projets
Valérie Sagant :	Directrice générale
Margaret Shaw :	Directrice de l'analyse et des échanges

Ont également collaboré au CIPC au cours de l'année 2009 :

Olivier Barchechat :	Analyste senior
Alexandra dos Reis :	Adjointe aux communications
Émilie Gauduchon :	Agente à l'organisation d'événements
Manon Jendly :	Analyste senior et responsable de projets
Jacqui Karn :	Analyste senior et responsable de projets
Isabelle Lelandais :	Analyste et chargée de projets
Massimiliano Mulone :	Analyste senior et chargé de projets
Nathalie Rodrigues :	Responsable de l'administration et des finances
Annik Tousignant :	Adjointe à la direction et chargée de la comptabilité

Stagiaires 2009

Jeanne Allard	Diplômée en Sciences sociales avec spécialisation en Criminologie, Université d'Ottawa, Canada
Vincent Boutin	Diplômé en Documentation, Collège de Maisonneuve, Montréal, Canada
María Teresa Brito Martínez	Diplômée en Sciences sociales et Sociologie, Université Alberto Hurtado, Santiago, Chili
German Díaz Urrutia	Diplômé en Sciences sociales, Sociologie et Politiques sociales et développement, Université Alberto Hurtado, Santiago, Chili
Virginia Duarte Walsh	Étudiante en Psychologie, Université McGill, Montréal Canada
Élise Fabing	Étudiante à l'École de formation du barreau de Paris, France
Natasha Fernando	Étudiante en Psychologie et Développement international, Université McGill, Montréal Canada
Nicolas Gersdorff	Diplômé en journalisme et attaché de presse, Belgique
Janina Grabs	Étudiante en Science politique, Université McGill, Montréal Canada
Florence Hamel	Diplômée en Criminologie, Université de Montréal, Canada
Josué Koch	Étudiant en Gestion des risques sur les territoires, École Nationale d'Administration, France
Geneviève LaBranche	Diplômée en Documentation, Collège de Maisonneuve, Montréal, Canada
Sueann La Touche	Diplômée en Sciences sociales avec spécialisation en Criminologie, Université d'Ottawa, Canada
Sarah MacLean	Étudiante en Psychologie et en Sociologie, Université McGill, Montréal Canada
Martha Milena Forero	Journaliste et diplômée en Science politique, <i>Universidad de los Andes</i> , Bogotá, Colombie
Luisa Paez	Diplômée en Science politique et Développement international, Université McGill, Montréal Canada

Sabrina Picotte	Diplômée en Documentation, Collège de Maisonneuve, Montréal, Canada
Iffat Rahman	Étudiante en Relations internationales, Université McGill, Montréal Canada
Kate Saunders-Hastings	Diplômée en Études latino-américaines, Cambridge University, Royaume-Uni
Melanie Searle	Étudiante en Traduction, Université de Montréal, Canada
Nithya Vijayakumar	Diplômée en Géographie, Université McGill, Montréal Canada
Zhen Zhao	Diplômé en Science politique, Université Concordia, Montréal, Canada

Annexe 3 : Villes ayant répondu au questionnaire destiné aux municipalités

Australie

Bankstown
Liverpool
Rockdale
Sidney
Wollondilly

Argentine

San Pedro

Bénin

Abomey

Cameroun

Yaoundé IV

Canada

Calgary
Dieppe
Edmonton

Gatineau

Halifax

Montréal

Toronto

Vancouver

États-Unis

Fayetteville, NC

France

Amboise

Drancy

Lille-Hellemmes-Lomme

Limoges

Saint-Brieuc

Saran

Italie

Bari

Crotone

Mexique

Morelos, Jiutepec

Norvège

Askim

Drammen

Fitjar

Halden

Jevnaker

Nannestad

Royaland

Royken

Trondheim

Nouvelle-Zélande

Wellington

Togo

Lome

Annexe 4 : Revue de presse 2009

11 février 2009

« Un premier rapport mondial sur l'insécurité », Pascal Ceaux, L'Express.fr, France

18 février 2009

« La prévention, ça marche et ça coûte moins cher », Sébastien Homer, l'Humanité, France

18 février 2009

« Un sommet social sans illusion, une opinion sceptique », revue de presse du Cidefe, Elunet.org, France

2 mars 2009

“Una mirada global a la seguridad pública”, Gloria Requena Berendique, *Ministerio del Interior*, Chili

19 mars 2009

“Se desarrolla en Chile el II Encuentro de Observatorios de la Criminalidad”, Intercomuna, Chili

20 mars 2009

“Se desarrolla en Chile el II Encuentro de Observatorios de la Criminalidad”, Diario El América, Chili

2 avril 2009

« Émeutes à Montréal-Nord: l'escouade policière montréalaise montrée du doigt », Katia Gagnon, La Presse, Canada

2 avril 2009

« La police communautaire doit être redéfinie », Louis Mathieu Gagné, Rue Frontenac.com, Canada

3 avril 2009

« Montréal-Nord a montré les limites de la police communautaire », Brian Myles, Le Devoir, Canada

21 avril 2009

« Quelles sont les bandes urbaines actives sur Bruxelles ? », RTL info.be, Belgique

21 avril 2009

« Une vingtaine de bandes urbaines actives sur Bruxelles », Belga, Le soir.be, Belgique

21 avril 2009

« Une vingtaine de bandes urbaines actives sur Bruxelles », Belga, La libre.be, Belgique

21 avril 2009

« *Brussel pakt stadsbendes aan met hulp uit Quebec* », brussel nieuws, Belgique

21 avril 2009

« *Stadsbendes niet in te dijken met louter repressieve aanpak* », dm binnenland, Belgique

21 avril 2009

« *Stadsbendes niet in te dijken met louter repressieve aanpak* », HLN.BE, Belgique

13 mai 2009

« Hausse des délits liés à la drogue », Alexandre Parent, Métro Montréal, Canada

30 novembre 2009

« L'entrevue – Relents de guerre civile au Guatemala », Brian Myles, Le Devoir, Canada

2 décembre 2009

Entrevue à Radio Ville-Marie (91,3 FM) pour l'émission « Rythme du matin », Montréal, Canada

2 décembre 2009

Entrevue pour l'émission « Nuevo mundo » à la télévision de Radio-Canada international

7 décembre 2009

« Nouvelle structure internationale de prévention de la criminalité », Jean-François Cyr, 24 heures Montréal, Canada

7 décembre 2009

Entrevue à l'émission « Le Midi Libre » de CIBL Radio-Montréal (101,5 FM), Montréal, Canada

8 décembre 2009

« Quartiers difficiles: un dispositif montréalais intéresse la France », AFP

8 décembre 2009

« Prévention de la criminalité: un observatoire international créé à Montréal », AFP

8 décembre 2009

« Un nouvel outil pour la prévention du crime », Jean-Marc Gilbert, 24 heures Montréal, Canada

8 décembre 2009

Entrevues avec CBC radio et Radio-Canada (95,1 FM) lors de la conférence de presse du CIPC

8 décembre 2009

Entrevue avec BFM radio et BFM tv, France

8 décembre 2009

Entrevue à la radio de Radio-Canada international en portugais

9 décembre 2009

"ICPC rolls out new crime prevention tools", AFP

9 décembre 2009

« Création d'un observatoire sur la prévention de la criminalité », Brian Myles, Le Devoir, Canada

9 décembre 2009

« Il n'y a pas eu de renoncement aux politiques de prévention », Pascal Ceaux, L'Express.fr, France

9 décembre 2009

« Prévention du crime Montréal, siège de l'OI-PREV », Marie-Ève Shaffer, Métro Montréal, Canada

9 décembre 2009

« Le transport en commun pour lutter contre les gangs de rue », Jennifer Guthrie, Métro Montréal, Canada

9 décembre 2009

« Des rapprochements sont essentiels entre les policiers et la population », Jennifer Guthrie, Métro Montréal, Canada

9 décembre 2009

Entrevue avec Radio Centre-Ville (102,3 FM), qui sera diffusée le 18 décembre 2009 à l'émission « Matinale du vendredi », Montréal, Canada

9 décembre 2009

Entrevue à la radio de Radio-Canada international en espagnol

9 décembre 2009

Entrevue à l'émission « Nuevo mundo » de Radio-Canada international

10 décembre 2009

« Lutte anti-criminalité : un observatoire international créé à Montréal », Le Courrier du Vietnam

Annexe 5 : Liste des représentants ayant participé aux réunions d'experts du CIPC

Réunion du *Youth Source Book*

Organisateurs

Assiago, Juma, *Urban Safety Expert, Safer Cities Programme*, ONU-HABITAT
Kenya

Shaw, Margaret, Directrice de l'analyse et des échanges, Centre international pour la prévention de la criminalité (CIPC)
Canada

Carli, Vivien, Analyste, Centre international pour la prévention de la criminalité (CIPC)
Canada

Experts

Bardales, Ernesto, Director *Asociación civil JHA-JA-Coalición Centroamericana para la Prevención de la Violencia Juvenil*
Honduras

Castelli, Vincenzo, *Project Manager*, Consorzio Nova
Italie

Djombi, Suzanne, *Program Manager*, Comité d'entreprise
Ville de Yaounde, Cameroun

Holtmann, Barbara, Safety and Security, DPSS, CSIR
Afrique du Sud

Homel, Peter, *AIC/Ministry of the Attorney General*
Australie

Lopez, Gabriel Bran, *Founder and Executive Director*, Youth Fusion
Canada

Miraglia, Paula, *Executive Director*, ILANUD
Brésil

Mtani, Anna, *Coordinator, Safer Cities: Dar es Salaam project*, ONU-HABITAT
Tanzanie

Piket, Anouk, *Founder and Director*, Caramundo
Pays-Bas

Redo, Slawomir, Secretariat
ONUUDC

Reeve, Marilou, *Counsel, Strategic Initiatives and Law Reform Unit*
Department of Justice, Canada

Sloane Seale, Gregory, *Coordinator Citizen Security Programme*, *Ministry of National Security*
Trinidad & Tobago

Ulrich, Beth, Manitoba Justice
Canada

Vanderscheuren, Franz, *Program Director of Urban Security*, Université Alberto Hurtado
Chili

Wilks, Jason, *Ministry of National Security*
Jamaïque

Réunion préparatoire du 12^e Congrès des Nations Unies sur la prévention de la criminalité et la justice pénale

Organisateurs

Redo, Slawomir, Secretariat
ONUUDC

Shaw, Margaret, Directrice de l'analyse et des échanges, Centre international pour la prévention de la criminalité (CIPC)
Canada

Carli, Vivien, Analyste, Centre international pour la prévention de la criminalité (CIPC)
Canada

Experts

Chukwuma, Innocent, *Executive Director CLEEN Foundation*
Nigéria

De Campos, Simone, *Advisor, Ministry of Justice*
Brésil

Holtmann, Barbara, Safety and Security, DPSS, CSIR
Afrique du Sud

Homel, Peter, *Australian Institute of Criminology/Ministry of the Attorney General*
Australie

Kirvan, Mary Anne, *Senior Counsel, National Crime Prevention Centre*
Canada

Marks, Erich, *German Crime Congress/Ministry of Justice Lower Saxony*
Allemagne

Martinez-Solares, Veronica
Mexique

Mehra, Ajay, *Shaheed Bhagat Singh College, University of Delhi*
Inde

Miki, Regina, *Executive Secretary of the National Council for Public Security*
Brésil

Miraglia, Paula, *Executive Director, ILANUD*
Brésil

Nascimento, Nivio, *UNODC Regional Office*
Brésil

Rakotoarison, Monique, UNDP Madagascar, Randriamandrat
Madagascar

Reed, Winnie, *National Institute of Justice*
États-Unis

Santos de Escobar, Aida, *President of the National Council of Public Safety*
El Salvador

Sloane Seale, Gregory, *Coordinator Citizen Security Programme, Ministry of National Security*
Trinidad & Tobago

Tuma Junior, Romeu, *General Coordinator of the XII Crime Congress, National Secretary of Justice*, Brésil

Valle, Sonja, *Advisor, Ministry of Justice*
Brésil

Velasquez, Elkin, *Coordinator, Safer Cities Programme*
ONU-HABITAT

Wang, Dawei, *Professor of Criminology and Director of the Division of Postgraduate in*
Chinese People's Public Security University
Chine

www.crime-prevention-intl.org

465, rue Saint-Jean, bureau 803, Montréal (Québec) Canada H2Y 2R6

Téléphone : +1.514.288.6731

Télécopieur : +1.514.288.8763

cipc@crime-prevention-intl.org



www.crime-prevention-intl.org

465, rue Saint-Jean, bureau 803, Montréal (Québec) Canada H2Y 2R6

Téléphone : 1 514-288-6731 Télécopieur : 1 514 288-8763 Courriel : cipc@crime-prevention-intl.org